

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1283

31 mai 2013

SOMMAIRE

ABS-Invest	61584	ICE IP S.A.	61556
ABS-Invest	61584	ING (L) Patrimonial	61546
AC	61581	International Flooring Systems S.A.	61556
Achelia Luxembourg S.A.	61540	Interval S.A. - SPF	61550
Allianz Global Investors Fund II	61555	Investment Vario Pool	61584
Allianz Global Investors Fund IX	61553	Langerheights S.A.	61549
Belmont Investment S.A.	61541	Longview Partners Investments	61550
Biochar S.A.	61538	Managed Investors	61570
Bio-Products and Bio-Engineering S.A., SPF	61553	Maraton International S.A.	61552
Byblos Invest Holding S.A.	61541	Mirambeau S.A.	61538
CASO Asset Management S.A.	61584	Modim International S.A.	61539
C.C.M. (Luxembourg) S.A.	61541	Patri	61539
Centauro Participations S.C.A.	61542	Patrilux S.A.	61539
Cesto S.A.	61539	Patrinvest	61540
Commerzbank International Portfolio Ma- nagement	61551	Realpart S.A.	61544
Compagnie Financière des Bruyères S.A.	61543	Rentainer S.A.	61544
Cosafin S.A.	61549	SK Invest	61581
Daleima S.A.	61542	Socipar S.A.	61555
Delta-Immo S.A.	61543	Socclair Equipements S.A.	61546
EDG Klimaschutzfonds	61581	Sofimo S.A. SPF	61545
Fincra S.A.	61546	Stratège S.A.	61550
Gef Real Estate Holding	61538	Timberland, SICAV	61542
Global Investors	61549	Transair S.A. - SPF	61552
Gofinco S.A. - SPF	61555	Trans Distribution S.A.	61554
Grand City Properties S.A.	61581	Tschingel S.A.	61545
Heureko S.A.	61543	Vahina	61553
I.B.M.S. - International Business and Mana- gement Services S.A.	61551	Valparsa S.A. - SPF	61544
		Walton Fund (Luxembourg) FCP SIF	61584
		World Promotion Company S.A.	61545

Biochar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 2, rue du Fort Wallis.
R.C.S. Luxembourg B 152.006.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires qui aura lieu le lundi, 24 juin 2013 à 16.00 heures au 2, rue du Fort Wallis à L-2714 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation du rapport du Commissaire relatif à l'exercice clôturé au 31 décembre 2012.
2. Approbation du bilan arrêté au 31 décembre 2012 et du compte de profits et pertes y relatif; affectation du résultat.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.

Pour prendre part à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur le vendredi, 14 juin 2013 entre 9 et 12 heures au siège social 2, rue du Fort Wallis à Luxembourg.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 201306630/17.

Mirambeau S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 55.020.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra au siège social de la société: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur, le vendredi 14 juin 2013 à 9 heures, pour délibération sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes au 31 décembre 2012
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013068054/9378/17.

Gef Real Estate Holding, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 21.066.

In accordance with article 8 of the statutes, the Board of Directors convenes the

ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders to be held on June 28, 2013 at 11.30 a.m. at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg with the following agenda:

Agenda:

1. Presentation and approval of the reports of the Board of Directors and the Commissaire for the accounting year ended December 31, 2012
2. Presentation and approval of the annual accounts for the year ended December 31, 2012
3. Allocation of the results
4. Discharge of the Board of Directors and the Commissaire for the accounting year ended December 31, 2012
5. Election of the Directors and the Commissaire
6. Allocation to the Board of USD 5 thousand for each of the period 2011/2012 and 2012/2013
7. Miscellaneous.

May 24, 2013.

Référence de publication: 2013068060/581/20.

Cesto S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 130.586.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le lundi 8 juillet 2013 à 11.30 heures au 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle.
2. Modification afférente de l'article 23 des statuts.
3. Divers.

Référence de publication: 2013068743/13.

Patri, Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 67.161.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le lundi 8 juillet 2013 à 11 heures au 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 20 des statuts relatif à la Délégation et représentation
2. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle.
3. Modification afférente de l'article 23 des statuts.
4. Divers.

Référence de publication: 2013068744/14.

Patrilux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 30.409.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le lundi 8 juillet 2013 à 12.00 heures au 15, Côte d'Eich, L-1450 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle.
2. Modification afférente de l'article 21 des statuts.
3. Divers.

Référence de publication: 2013068745/13.

Modim International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5612 Mondorf-les-Bains, 56A, avenue François Clément.
R.C.S. Luxembourg B 37.719.

Les actionnaires de la société anonyme MODIM INTERNATIONAL S.A. (la «Société») sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Qui se tiendra le 20 juin 2013 à 11 heures devant Monsieur le Notaire Carlo WERSANDT au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Décision de modifier l'objet social de la Société afin d'élargir celui-ci à la possibilité pour la Société de détenir des participations financières ainsi que de souscrire d'autres valeurs mobilières.
2. Modification de l'article 4 des statuts de la Société qui aura la teneur suivante:

«La société a pour objet l'achat et la vente, la construction, la location et l'administration de tout bien immobilier situé au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que toute opération commerciale, industrielle et financière s'y rattachant directement ou indirectement.

La société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise luxembourgeoise ou étrangère, commerciale, industrielle, financière ou autre; l'acquisition de valeurs mobilières de toute nature et de droits par voie de participation, d'apport, d'option ou de toute autre manière.

La Société pourra utiliser ses fonds pour investir dans des biens immobiliers, pour créer, administrer, développer et céder ses actifs tels qu'ils seront composés à une époque déterminée et plus particulièrement mais non limitativement, son portefeuille de titres de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par investissement, souscription, prise ferme ou option, tous titres, et tous droits de propriété intellectuelle, de les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autre et de recevoir ou d'accorder des licences relatives aux droits de propriété intellectuelle et d'accorder ou faire bénéficier les sociétés dans lesquelles la Société détient une participation directe ou indirecte ou généralement toute société du groupe de sociétés dont elle fait partie, de toute assistance, y compris assistance financière, prêts, avances ou garanties. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

La Société peut par ailleurs émettre toute forme de valeur mobilière de toute nature et sous quelque forme que ce soit. La Société peut procéder à l'émission d'obligations par voie de souscription publique ou privée et emprunter des fonds sous quelque forme que ce soit, en conformité avec la Loi.

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toute mesure pour sauvegarder ses droits et réaliser toute opération, qui se rattache directement ou indirectement à son objet ou qui favorise son développement.»

3. Divers.

L'Assemblée délibérera valablement que si la moitié du capital est représenté à l'Assemblée. Les résolutions seront adoptées à la majorité des deux tiers au moins des voix exprimées.

Les actionnaires qui ne pourront pas assister personnellement à l'Assemblée sont invités à envoyer une procuration dûment remplie au siège social de la Société au plus tard le 19 juin 2013. Les procurations seront envoyées aux actionnaires de même qu'une copie de la présente convocation et pourront également être obtenues sur demande au siège social de la Société.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'administration

Ernst Leopold DORNINGER / Danielle DILLMANN

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013068740/280/46.

Patrinvest, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 69.080.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le lundi 8 juillet 2013 à 10.30 heures au 15, Côte d'Eich, L-1450, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Changement de la date de l'assemblée générale annuelle.
2. Modification afférente de l'article 22 des statuts.
3. Divers.

Référence de publication: 2013068746/13.

Achelia Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 26.057.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 19 juin 2013 à 10.00 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,

- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Décision à prendre quant à la poursuite de l'activité de la société,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013070185/755/19.

Belmont Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 150.275.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 21 juin 2013 à 11.00 heures à Luxembourg au siège social, avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013070186/755/18.

Byblos Invest Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 17.618.

The shareholders are convened hereby to attend the

ORDINARY MEETING

of the company, which will be held at the headoffice, on June 18, 2013 at 11.00 o'clock.

Agenda:

1. Approval of the reports of the Board of Directors and of the Statutory Auditor for the year ending December 31, 2012.
2. Approval of the balance-sheet and profit and loss statement as at December 31, 2012 and allotment of results.
3. Discharge to the Directors and the Statutory Auditor in respect of the carrying out of their duties during the fiscal year ending December 31, 2012.
4. Statutory Elections: Election of the Board of Directors.
5. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2013070187/1023/18.

C.C.M. (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 46.996.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 19 juin 2013 à 10.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2012
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013070188/788/16.

Centauro Participations S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 60.505.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 19 juin 2013 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du gérant et du Conseil des Commissaires
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2012
3. Décharge au gérant et aux commissaires
4. Divers

Le Gérant.

Référence de publication: 2013070189/788/16.

Daleima S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 42.508.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra vendredi, le 28 juin 2013 à 10 heures au siège social, 36, avenue Marie-Thérèse à L-2132 Luxembourg, et de voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels 2012 et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013070190/3560/16.

Timberland, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 3, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 161.772.

Die Aktionäre der Timberland, SICAV werden hiermit zur

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

am Donnerstag, dem 20. Juni 2013, um 14.00 Uhr am Gesellschaftssitz 3, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingeladen.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates
2. Bericht des Abschlussprüfers

3. Genehmigung des Jahresabschlusses für das am 31. Dezember 2012 abgelaufene Geschäftsjahr
4. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
5. Wiederwahl des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung
6. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung und zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die bis spätestens 17. Juni 2013 die Depotbestätigung eines Kreditinstituts bei der Gesellschaft einreichen aus der hervorgeht, dass die Aktien bis zur Beendigung der Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Aktionäre können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist.

Es besteht kein Quorum für die Generalversammlung. Die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013065132/2517/24.

COFIBRU S.A., Compagnie Financière des Bruyères S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 103.489.

Mesdames, Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

des Actionnaires qui aura lieu le **lundi 24 juin 2013** à 15 heures à Luxembourg, au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration ainsi que du rapport de contrôle du Commissaire relatifs à l'exercice clôturé au 31 décembre 2012;
2. Approbation du bilan arrêté au 31 décembre 2012 et du compte de profits et pertes y relatifs; affectation du résultat;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur mandat durant l'exercice clôturé au 31 décembre 2012;
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013068735/34/18.

Delta-Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8008 Strassen, 138, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 61.866.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra vendredi, le **28 juin 2013** à 14 heures au siège social, 138, route d'Arlon à L-8008 Strassen, et de voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels 2012 et affectation du résultat
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
3. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013070191/3560/15.

Heureko S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 165.332.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

L'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE

qui aura lieu le 18 juin 2013 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2012, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2012.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013070192/1023/16.

Realpart S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 82.747.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 19 juin 2013 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2012
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013070193/788/16.

Rentainer S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 74.597.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de notre société, qui se tiendra vendredi, le 21 juin 2013 à 14 heures au siège social, 36, avenue Marie-Thérèse à L-2132 Luxembourg, et de voter sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels 2012 et affectation du résultat.
2. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
3. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013070194/3560/15.

Valparsa S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 32.998.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme VALPARSA S.A.-SPF sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi, 17 juin 2013 à 10.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Décision à prendre quant aux dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915.

5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013070196/750/16.

World Promotion Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 75.550.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le 19 juin 2013 à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2012
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013070197/788/16.

Tschingel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 88.236.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 juin 2013 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2012;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2012;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013058420/10/18.

Sofimo S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R.C.S. Luxembourg B 31.023.

Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège de la société à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers, en date du vendredi, 7 juin 2013 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Examen et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du commissaire aux comptes sur l'exercice 2012.
2. Examen et approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes au 31 décembre 2012 et décision relative à l'affectation des résultats de l'exercice 2012.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décharge à donner aux administrateurs de ne pas avoir tenue l'Assemblée Générale Ordinaire au jour fixé par les statuts.
5. Elections statutaires.

6. Divers.

Pour assister à cette assemblée, les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres au siège social cinq jours avant l'assemblée.

Référence de publication: 2013063616/7759/22.

Soclair Equipements S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1852 Luxembourg, 7, rue Kalchesbrück.

R.C.S. Luxembourg B 17.638.

Les actionnaires sont invités à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra au siège social, rue Kalchesbrück n° 7 à L-1852 Luxembourg, exceptionnellement en date du mardi, 19 juin 2013 à 17.00 heures.

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprise concernant l'exercice 2012 avec le rapport de gestion y relatif.
2. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31.12.2012.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux administrateurs.
5. Nominations statutaires.
6. Désignation du réviseur d'entreprise pour l'année 2013.
7. Divers

Les propriétaires de parts sociales qui désirent assister à l'assemblée ou s'y faire représenter devront en effectuer le dépôt trois jours francs à l'avance au siège social ou dans une banque ayant siège au Grand-Duché de Luxembourg.

Les procurations sont à adresser au siège social avant le 14 juin 2013.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013059203/23.

Fincra S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 135.998.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 40, Boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, le 10 juin 2013 à 14.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Report de la date de l'Assemblée au 10 juin 2013,
2. Approbation du rapport du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013062751/18.

ING (L) Patrimonial, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 24.401.

Since the quorum required by law on commercial companies dated 10 August 1915, as amended, was not reached at the previous Extraordinary General Meeting of the ING (L) PATRIMONIAL SICAV (hereinafter "the Company") the shareholders of the Company are invited to attend the

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

(hereinafter “the Meeting”) which will be held on 17 June 2013 at 2.30 p.m. CET at the registered office of the Company with the following agenda:

Agenda:

1. All references in the Articles of Incorporation to the Directive 85/611/EEC and to the Law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment (hereinafter “the 2002 Law”) shall be replaced by respectively a reference to the Directive 2009/65/EC and to the Law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investments (hereinafter “the 2010 Law”) and all references to specific articles of the 2002 Law shall be replaced by the relevant articles of the 2010 Law.
2. Amendment of Article 5 of the Articles of Incorporation to read as follows: “The capital of the Company shall be represented by shares of no par value and shall at any time be equal to the total value of the net assets of the Company and its Sub-Funds. The minimum capital of the Company can not be lower than the level provided for in Article 27 (1) of the Law of the seventeenth of December two thousand and ten relating to undertakings for collective investment. In case where one or several Sub-Funds of the Company hold shares that have been issued by one or several other Sub-Funds of the Company, their value will not be taken into account for the calculation of the net assets of the Company for the purpose of the determination of the above mentioned minimum capital. Such minimum capital must be reached within a period of six months after the date on which the Company has been authorised as an undertaking for collective investment under Luxembourg law.”
3. Amendment of Article 10 of the Articles of Incorporation to read as follows: “Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be the net asset value per share of the relevant class as determined in compliance with Article 14 hereof as of such Valuation Day (defined in Article 14 hereof) as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by applicable sales commissions, as approved from time to time by the board of directors. The price so determined shall be payable normally three business days after the Valuation Day and up to five business days upon approval of the Management Company.”
4. Amendment of Article 11 of the Articles of Incorporation to read as follows:
 Paragraph 2: “The redemption price per share shall be paid normally three business days after the Valuation Day and up to five business days upon approval of the Management Company (...).”
 Paragraph 6: “If on any given date redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to Article 12 hereof exceed a certain level determined by the board of directors in relation to the total value of Shares in issue of a Sub-Fund on a Business Day, the board of directors may suspend all of the redemption and conversion requests for such period of time until all necessary assets have been sold to honour the redemption and conversions requests; such suspension may not exceed ten Valuation Days. On the Valuation Day following this period, these redemption and conversion requests will be given priority and settled ahead of requests received during and/or after this period.”
 Paragraph 7: “Any costs resulting from such a redemption in kind are supported by the redeeming shareholders.”
5. Amendment of Article 14 of the Articles of Incorporation by addition of a final paragraph to read as follows: “If on a Valuation Day the consolidated issues and redemptions of all the categories of shares of a Sub-Fund result in an increase or decrease of the Sub-Funds capital, the board of Directors may decide to adjust the net asset value. Such adjustment will have as a result an increase of the net asset value in case of an increase of capital and a decrease of the net asset value in case of a decrease of capital.”
6. Amendment of Article 16 of the Articles of Incorporation by addition of bullet point (h) to read as follows: “(h) in case of a merger of a Sub-Fund with another Sub-Fund of the Company or another UCITS (or a Sub-Fund thereof), provided such suspension is in the interest of the shareholders;”
7. Amendment of Article 16 of the Articles of Incorporation by addition of a bullet point (i) to read as follows: “(i) in case of a feeder Sub-Fund of the Company, if the net asset calculation of the master Sub-Fund or the master UCITS is suspended.”
8. Amendment of Article 20 paragraph (a) (1) of the Articles of Incorporation to be read as follows: “(1) Transferable securities and money market instruments admitted to or dealt in on a regulated market within the meaning of Directive 2004/39/EC on the Markets in Financial Instruments;”
9. Amendment of Article 20 paragraph (a) of the Articles of Incorporation by addition of a bullet point (10) to read as follows: “(10) a Sub-Fund which can, under the conditions provided for in the law of seventeenth December two thousand and ten invest in the shares issued by one or several other Sub-Funds of the Company.”
10. Amendment of Article 20 paragraph (a) of the Articles of Incorporation by addition of a bullet point (11) to read as follows: “(11) a Sub-Fund which can be constituted as a feeder Sub-Fund in a master UCITS or a master Sub-Fund of such UCITS.”
11. Amendment to the first paragraph of Article 25 of the Articles of Incorporation to read as follows: “The annual general meeting of shareholders shall be held in Luxembourg, either at the Company’s registered office or at any other location in Luxembourg, to be specified in the notice of the meeting, on the fourth Thursday of January at 11.15 a.m. If this day is not a business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next

business day. The annual general meeting may be held abroad if the board of directors, acting with sovereign powers, decides that exceptional circumstances warrant this.”

12. Amendment to the fifth paragraph of Article 25 of the Articles of Incorporation to read as follows: “It may also be called upon the request of shareholders representing at least one tenth of the share capital.”
13. Amendment to the sixth paragraph of Article 25 of the Articles of Incorporation by addition of the following wording: “The convening notice for a general meeting can provide that the quorum and the majority will be determined in accordance with the shares issued and in circulation the fifth day preceding the general meeting at midnight (Luxembourg time) (the “registration date”).”
14. Amendment to the fourth paragraph of Article 27 of the Articles of Incorporation to read as follows: “Assets which may not be distributed to their beneficiaries due to, inter alia, non-availability of the shareholders at its registered address or incorrect bank details at the time of the redemption will be transferred to the Caisse de Consignation on behalf of the beneficiaries which will hold said sums at their disposal for the period contemplated by the law. After the expiry of this period, the balance will revert to the State of Luxembourg.”
15. Amendment to the fifth paragraph of Article 27 of the Articles of Incorporation to read as follows: “The board of directors may decide, in compliance with the procedures laid down in the law of seventeenth December two thousand and ten, to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another Sub-Fund within the Company or to another undertaking for collective investment organised under the provisions of Council Directive 2009/65/EC, as amended, or to another Sub-Fund within such other undertaking for collective investment (the “new Sub-Fund”) and to redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of the new Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). The shareholders of the Sub-Funds concerned will be notified in accordance with the provisions of the law and, notably, in conformity with the CSSF Regulation 10-5 of the Commission de Surveillance du Secteur Financier, as amended, at least one month before the effective date of the merger, in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period, it being understood that the merger will take effect five business days after the expiry of such notice period. Shareholders who have not requested redemption will be transferred as of right to the new Sub-Fund.”
16. Amendment to the sixth paragraph of Article 27 of the Articles of Incorporation to read as follows: “A merger that has a result that the Company ceases to exist needs to be decided at a general meeting of shareholders. There shall be no quorum requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.”
17. Amendment to the sixth paragraph of Article 29 of the Articles of Incorporation to read as follows: “The general meeting of shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal from the board of directors and within the limits provided by law, determine how the results of such Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorise the board of directors to declare, distributions of dividends. For any class of shares entitled to distributions, the board of directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.
Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders. Payments of distributions to holders of bearer shares shall be made upon presentation of the dividend coupon to the agent or agents therefor designated by the Company. Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the board of directors shall determine. The board of directors may decide to distribute stock dividends instead of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.
Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the class or classes of shares issued in respect of the relevant Sub-Fund. No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.”
18. Other minor changes will be implemented in the Articles of Incorporation, including, but not limited to, the revision of the wording of certain sections.
19. The official language of the Articles of Incorporation will be English. It may be translated in other languages; in the event of discrepancy between the English version of the Articles of Incorporation and versions written in other languages, the English version will prevail.

The Meeting will validly deliberate on the agenda regardless of the proportion of the issued share capital of the Company present or represented. The related resolutions will be validly adopted if approved by at least two thirds of the votes cast by the shareholders of the Company at the meeting. Each share is entitled to one vote. Once approved, the above resolutions will become effective as of 17 June 2013.

Shareholders are invited to attend the Meeting in person. In case Shareholders cannot attend the meeting they are kindly asked to complete and sign a proxy available at the registered office of the Company and to return it to the Legal Department of ING Investment Management Luxembourg S.A. at 3, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg not later than 7 June 2013 at 9 a.m. Luxembourg time by fax (fax number ++ 352 26 19 68 40) followed by the original by regular mail.

The Board of Directors.

Cosafin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 70.588.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 13 juin 2013 à 10.30 heures au siège social avec pour

Ordre du jour:

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

Le Conseil d'Administration,

Référence de publication: 2013063599/755/18.

Langerheights S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.
R.C.S. Luxembourg B 118.194.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 21 juin 2013 à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013064292/833/18.

Global Investors, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1748 Findel, 8, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 86.731.

Der Verwaltungsrat hat beschlossen, am 11. Juni 2013 um 10.30 Uhr in 8, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel-Golf, Großherzogtum Luxemburg, die

ORDENTLICHE GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre mit folgender Tagesordnung einzuberufen:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Abschlussprüfers.
2. Genehmigung der vom Verwaltungsrat vorgelegten Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung zum 31. März 2013.
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder und des Abschlussprüfers.
4. Zusammensetzung des Verwaltungsrates und Dauer der Mandate.
 - a) Kenntnisnahme des Rücktrittsgesuches des Herrn Thies Clemenz.
 - b) Kenntnisnahme des Rücktrittsgesuches des Herrn Ralf Funk.
 - c) Kenntnisnahme des Rücktrittsgesuches des Herrn Marc Boesen.
 - d) Ernennung des Herrn Dr. Michael Böhm als Mitglied des Verwaltungsrates.

61550

- e) Ernennung des Herrn Christian Heger als Mitglied des Verwaltungsrates.
- f) Ernennung des Herrn Heiko Schröder als Mitglied des Verwaltungsrates.
- 5. Ernennung des Abschlussprüfers für das neue Geschäftsjahr.
- 6. Verwendung des Jahresergebnisses.
- 7. Verschiedenes.

An der Generalversammlung kann jeder Aktionär - persönlich oder durch einen schriftlich Bevollmächtigten - teilnehmen, der seine Aktien spätestens am Dienstag, den 04. Juni 2013 am Gesellschaftssitz oder bei der HSBC Trinkaus & Burkhardt (International) SA, Luxemburg hinterlegt und bis zum Ende der Generalversammlung dort belässt. Jeder Aktionär, der diese Voraussetzung erfüllt, erhält eine Eintrittskarte zur Generalversammlung.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2013064290/755/30.

Interval S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 39.661.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 11 juin 2013 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013065121/833/18.

Stratège S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 43.308.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 10.6.2013 à 17H00 au 4, rue Tony Neuman L-2241 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31.12.2012
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- nominations statutaires
- divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065126/560/17.

Longview Partners Investments, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 112.878.

The Board of Directors convenes the Shareholders of the SICAV to attend the

61551

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the company on 10 June 2013 at 11.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

- Allocation of Results

The Shareholders are advised that no quorum is required and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the SICAV.

The Shareholders who wish to attend the Meeting must inform the Board of Directors (ifs.fds@bd.lux) at least five calendar days before the Meeting.

Référence de publication: 2013065119/755/15.

I.B.M.S. - International Business and Management Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 100.719.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 11 juin 2013 à 09.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013065120/833/18.

Commerzbank International Portfolio Management, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 41.022.

Hiermit wird mitgeteilt, dass die

JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG

der Anteilhaber der Commerzbank International Portfolio Management (SICAV) am 11. Juni 2013 um 11:00 Uhr Ortszeit Luxemburg am Gesellschaftssitz 6A, route de Trèves in L-2633 Senningerberg, Luxemburg, stattfinden wird, um die folgenden Tagesordnungspunkte zu erörtern und darüber abzustimmen:

Tagesordnung:

1. Genehmigung der Berichte des Verwaltungsrats und der Abschlussprüfer sowie Verabschiedung des Jahresabschlusses und der Verwendung der Erträge (ggf.) für das Geschäftsjahr bis 31. Dezember 2012.
2. Entlastung des Verwaltungsrats von seiner Verantwortung für alle Maßnahmen, die im Rahmen seines Mandates während des Geschäftsjahres bis 31. Dezember 2012 ergriffen wurden.
3. Wiederwahl der Herren Jean-Christoph Arntz, Falk Fischer sowie Oliver Pietsch als Verwaltungsratsmitglieder.
4. Wiederwahl von KPMG Luxembourg S.à r.l. zum Abschlussprüfer.
5. Beschluss über sonstige Angelegenheiten, die ordnungsgemäß auf der Versammlung vorgebracht werden.

Abstimmung:

Die Beschlüsse auf der Tagesordnung können ohne Quorum mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst werden. Das Quorum sowie die Mehrheitsverhältnisse im Verhältnis zu den ausstehenden Anteilen werden am 6. Juni 2013 per 24:00 Uhr Ortszeit Luxemburg ("Stichtag") bestimmt.

Abstimmungsregelung:

Zur Teilnahme und Stimmabgabe berechtigt sind die Anteilhaber, die eine Bestätigung ihrer Depotbank oder ihres Instituts vorlegen können, aus der die Anzahl der von ihnen am Stichtag gehaltenen Anteile hervorgeht und welche bis 11:00 Uhr Ortszeit Luxemburg am 7. Juni 2013 bei der Transferstelle, der RBC Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxemburg, eingegangen sein muss.

Alle Anteilinhaber, die zur Teilnahme und Abstimmung auf der Versammlung berechtigt sind, haben das Recht, einen Vertreter zu bestimmen, der an ihrer Stelle abstimmen darf. Um gültig zu sein, muss die Stimmrechtsvollmacht vollständig ausgefüllt und handschriftlich durch den Auftragserteilenden oder dessen Anwalt oder, falls der Auftragserteilende eine Gesellschaft ist, mit dem Firmensiegel oder handschriftlich durch einen Bevollmächtigten unterzeichnet werden und an die Transferstelle, die RBC Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxemburg, geschickt werden, so dass sie bis 11:00 Uhr Ortszeit Luxemburg in Luxemburg am 7. Juni 2013 eingetroffen ist.

Vollmachtsformulare erhalten registrierte Anteilinhaber bei der Transferstelle RBC Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxemburg. Eine zum Stellvertreter ernannte Person muss kein Anteilinhaber der Gesellschaft sein. Durch die Ernennung eines Stellvertreters ist ein Anteilinhaber nicht von der Teilnahme an der Versammlung ausgeschlossen.

Sollten Sie weitere Rückfragen haben, konsultieren Sie bitte Ihren Finanzberater, die Verwaltungsgesellschaft oder eine der im Verkaufsprospekt vom 28. September 2012 ausgewiesenen Informationsstellen.

Sollten Sie Ihren Wohnsitz in der Bundesrepublik Deutschland haben, wenden Sie sich bitte an die Allianz Global Investors Europe mbH, Bockenheimer Landstraße 42-44, 60325 Frankfurt am Main, E-Mail: info@allianzgi.com als Informationsstelle für Anleger in der Bundesrepublik Deutschland.

Exemplare des zum 28. September 2012 aktualisierten Verkaufsprospekts sind am Sitz der Gesellschaft, bei der Verwaltungsgesellschaft, den Vertriebsgesellschaften und den Informationsstellen der Gesellschaft in jedem Rechtsgebiet, in dem die Gesellschaft zum öffentlichen Vertrieb zugelassen ist, während der üblichen Geschäftszeiten einsehbar bzw. auf Anfrage kostenlos erhältlich.

Senningerberg, Mai 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013065115/755/49.

Maraton International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 104.318.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le *12 juin 2013* à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales,
6. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013065122/833/19.

Transair S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 21.505.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le *12 juin 2013* à 10.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2012,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2012 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,

61553

5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales,
6. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2013065123/833/19.

Vahina, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 78.166.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le *10 juin 2013* à 13.30 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2012.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065124/534/15.

Bio-Products and Bio-Engineering S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 2BIS, rue Astrid.

R.C.S. Luxembourg B 55.891.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

des actionnaires qui se tiendra le *10 juin 2013* à 11.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2012
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065804/788/17.

Allianz Global Investors Fund IX, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 48.370.

Hiermit wird mitgeteilt, dass die

JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG

der Anteilhaber der Allianz Global Investors Fund IX (SICAV) am *11. Juni 2013* um 10:45 Uhr Ortszeit Luxemburg am Gesellschaftssitz 6A, route de Trèves in 2633 Senningerberg, Luxemburg, stattfinden wird, um die folgenden Tagesordnungspunkte zu erörtern und darüber abzustimmen:

Tagesordnung:

1. Genehmigung der Berichte des Verwaltungsrats und der Abschlussprüfer sowie Verabschiedung des Jahresabschlusses und der Verwendung der Erträge (ggf.) für das Geschäftsjahr bis 31. Dezember 2012.
2. Entlastung des Verwaltungsrats von seiner Verantwortung für alle Maßnahmen, die im Rahmen seines Mandates während des Geschäftsjahres bis 31. Dezember 2012 ergriffen wurden.
3. Wiederwahl von Herrn Mathias Müller als Verwaltungsratsmitglied.
4. Ko-Optierung der Herren Dr Kai Wallbaum sowie Herrn Markus Breidbach als Verwaltungsratsmitglieder.
5. Wiederwahl von KPMG Luxembourg S.à r.l. zum Abschlussprüfer.
6. Beschluss über sonstige Angelegenheiten, die ordnungsgemäß auf der Versammlung vorgebracht werden.

Abstimmung:

Die Beschlüsse auf der Tagesordnung können ohne Quorum mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst werden. Das Quorum sowie die Mehrheitsverhältnisse im Verhältnis zu den ausstehenden Anteilen werden am 6. Juni 2013 per 24:00 Uhr Ortszeit Luxemburg ("Stichtag") bestimmt.

Abstimmungsregelung:

Zur Teilnahme und Stimmabgabe berechtigt sind die Anteilinhaber, die eine Bestätigung ihrer Depotbank oder ihres Instituts vorlegen können, aus der die Anzahl der von ihnen am Stichtag gehaltenen Anteile hervorgeht und welche bis 11:00 Uhr Ortszeit Luxemburg am 7. Juni 2013 bei der Transferstelle, der RBC Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxemburg, eingegangen sein muss.

Alle Anteilinhaber, die zur Teilnahme und Abstimmung auf der Versammlung berechtigt sind, haben das Recht, einen Vertreter zu bestimmen, der an ihrer Stelle abstimmen darf. Um gültig zu sein, muss die Stimmrechtsvollmacht vollständig ausgefüllt und handschriftlich durch den Auftragserteilenden oder dessen Anwalt oder, falls der Auftragserteilende eine Gesellschaft ist, mit dem Firmensiegel oder handschriftlich durch einen Bevollmächtigten unterzeichnet werden und an die Transferstelle, die RBC Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxemburg, geschickt werden, so dass sie bis 11:00 Uhr Ortszeit Luxemburg in Luxemburg am 7. Juni 2013 eingetroffen ist.

Vollmachtsformulare erhalten registrierte Anteilinhaber bei der Transferstelle RBC Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxemburg. Eine zum Stellvertreter ernannte Person muss kein Anteilinhaber der Gesellschaft sein. Durch die Ernennung eines Stellvertreters ist ein Anteilinhaber nicht von der Teilnahme an der Versammlung ausgeschlossen.

Sollten Sie weitere Rückfragen haben, konsultieren Sie bitte Ihren Finanzberater, die Verwaltungsgesellschaft oder eine der im Verkaufsprospekt vom 21. Dezember 2012 ausgewiesenen Informationsstellen.

Sollten Sie Ihren Wohnsitz in der Bundesrepublik Deutschland haben, wenden Sie sich bitte an die Allianz Global Investors Europe mbH, Bockenheimer Landstraße 42-44, 60325 Frankfurt am Main, E-Mail: info@allianzgi.com als Informationsstelle für Anleger in der Bundesrepublik Deutschland.

Exemplare des zum 21. Dezember 2012 aktualisierten Verkaufsprospekts sind am Sitz der Gesellschaft, bei der Verwaltungsgesellschaft, den Vertriebsgesellschaften und den Informationsstellen der Gesellschaft in jedem Rechtsgebiet, in dem die Gesellschaft zum öffentlichen Vertrieb zugelassen ist, während der üblichen Geschäftszeiten einsehbar bzw. auf Anfrage kostenlos erhältlich.

Senningerberg, Mai 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013065114/755/50.

Trans Distribution S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 148.292.

—

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra de manière extraordinaire le *10 juin 2013* à 11.00 heures au siège social, 19-21 Boulevard du Prince Henri, 1724 Luxembourg.

Ordre du jour:

1. Constatation du report de la date d'assemblée générale ordinaire et approbation dudit report;
2. Présentation des comptes annuels clos au 31 décembre 2011 ainsi que du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes;
3. Approbation des comptes annuels et affectation du résultat de l'exercice;
4. Question de la dissolution éventuelle de la société sur base de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée;
5. Décharge aux organes de la société;
6. Investissement en France;
7. Divers.

Les actionnaires désirant assister à l'assemblée générale doivent déposer leurs actions 5 jours francs avant l'assemblée générale auprès de la Société Européenne de Banque, 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Référence de publication: 2013065821/755/22.

Socipar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2412 Luxembourg, 40, Rangwee.
R.C.S. Luxembourg B 5.781.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg le lundi 10 juin 2013 à 14 heures.

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 2 des statuts relatif à l'objet social de la société.
2. Changement de la date de l'Assemblée Générale Annuelle et modification subséquente de l'article 11 des statuts de la société.
3. Divers.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir se conformer aux statuts.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065830/16.

Gofinco S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 69.850.

Messieurs les actionnaires de la Société Anonyme GOFINCO S.A.-SPF sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi, 10 juin 2013 à 11.00 heures au siège social de la société à Luxembourg, 9b, bd Prince Henri.

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31.12.2012.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2013065812/750/15.

Allianz Global Investors Fund II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 117.659.

Hiermit wird mitgeteilt, dass die

JAHRESHAUPTVERSAMMLUNG

der Anteilinhaber der Allianz Global Investors Fund II (SICAV) am 11. Juni 2013 um 11:15 Uhr Ortszeit Luxemburg am Gesellschaftssitz 6A, route de Trèves in 2633 Senningerberg, Luxemburg, stattfinden wird, um die folgenden Tagesordnungspunkte zu erörtern und darüber abzustimmen:

Tagesordnung:

1. Genehmigung der Berichte des Verwaltungsrats und der Abschlussprüfer sowie Verabschiedung des Jahresabschlusses und der Verwendung der Erträge (ggf.) für das Geschäftsjahr bis 31. Dezember 2012.
2. Entlastung des Verwaltungsrats von seiner Verantwortung für alle Maßnahmen, die im Rahmen seines Mandates während des Geschäftsjahres bis 31. Dezember 2012 ergriffen wurden.
3. Wiederwahl von Herrn Mathias Müller als Verwaltungsratsmitglied.
4. Ko-Optierung der Herren Dr Kai Wallbaum und Markus Breidbach als Verwaltungsratsmitglieder.
5. Wiederwahl von PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., Luxemburg, zum Abschlussprüfer.
6. Beschluss über sonstige Angelegenheiten, die ordnungsgemäß auf der Versammlung vorgebracht werden.

Abstimmung:

Die Beschlüsse auf der Tagesordnung können ohne Quorum mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst werden. Das Quorum sowie die Mehrheitsverhältnisse im Verhältnis zu den ausstehenden Anteilen werden am 6. Juni 2013 per 24:00 Uhr Ortszeit Luxemburg ("Stichtag") bestimmt.

Abstimmungsregelung:

Zur Teilnahme und Stimmabgabe berechtigt sind die Anteilhaber, die eine Bestätigung ihrer Depotbank oder ihres Instituts vorlegen können, aus der die Anzahl der von ihnen am Stichtag gehaltenen Anteile hervorgeht und welche bis 11:00 Uhr Ortszeit Luxemburg am 7. Juni 2013 bei der Transferstelle, der RBC Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxemburg, eingegangen sein muss.

Alle Anteilhaber, die zur Teilnahme und Abstimmung auf der Versammlung berechtigt sind, haben das Recht, einen Vertreter zu bestimmen, der an ihrer Stelle abstimmen darf. Um gültig zu sein, muss die Stimmrechtsvollmacht vollständig ausgefüllt und handschriftlich durch den Auftragserteilenden oder dessen Anwalt oder, falls der Auftragserteilende eine Gesellschaft ist, mit dem Firmensiegel oder handschriftlich durch einen Bevollmächtigten unterzeichnet werden und an die Transferstelle, die RBC Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxemburg, geschickt werden, so dass sie bis 11:00 Uhr Ortszeit Luxemburg in Luxemburg am 7. Juni 2013 dort eingetroffen ist.

Vollmachtsformulare erhalten registrierte Anteilhaber bei der Transferstelle RBC Investor Services Bank S.A., Domiciliary Services, 14, Porte de France, 4360 Esch-sur-Alzette, Luxemburg. Eine zum Stellvertreter ernannte Person muss kein Anteilhaber der Gesellschaft sein. Durch die Ernennung eines Stellvertreters ist ein Anteilhaber nicht von der Teilnahme an der Versammlung ausgeschlossen.

Sollten Sie weitere Rückfragen haben, konsultieren Sie bitte Ihren Finanzberater, die Verwaltungsgesellschaft oder eine der im Verkaufsprospekt vom 31. Oktober 2012 ausgewiesenen Informationsstellen.

Sollten Sie Ihren Wohnsitz in der Bundesrepublik Deutschland haben, wenden Sie sich bitte an die Allianz Global Investors Europe mbH, Bockenheimer Landstraße 42-44, 60325 Frankfurt am Main, E-Mail: info@allianzgi.com als Informationsstelle für Anleger in der Bundesrepublik Deutschland.

Exemplare des zum 31. Oktober 2012 aktualisierten Verkaufsprospekts sind am Sitz der Gesellschaft, bei der Verwaltungsgesellschaft, den Vertriebsgesellschaften und den Informationsstellen der Gesellschaft in jedem Rechtsgebiet, in dem die Gesellschaft zum öffentlichen Vertrieb zugelassen ist, während der üblichen Geschäftszeiten einsehbar bzw. auf Anfrage kostenlos erhältlich.

Senningerberg, Mai 2013.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2013065113/755/50.

ICE IP S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8832 Rombach, 3, rue des Tilleuls.

R.C.S. Luxembourg B 116.256.

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la société, en date du 7 juin 2013 à 18 h avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012.
2. Discussion et approbation du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2012.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des LCSC.
6. Divers.

Référence de publication: 2013065833/9172/17.

International Flooring Systems S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 157.729.

PROJET DE FUSION TRANSFRONTALIERE SIMPLIFIEE

entre,

d'une part,

la société absorbante,

INTERNATIONAL FLOORING SYSTEMS S.A.

Société anonyme

3, rue Thomas Edison,

L-1445 Strassen
Luxembourg
RCS Luxembourg B 157729
et,
d'autre part,
la société absorbée,
IVC FINANCE NV
Société anonyme
Nijverheidslaan 29
8580 Avelgem
Belgique
TVA BE 0833.191.396 Registre des Personnes Morales Courtrai

Preamble

En vue de réaliser une fusion transfrontalière, le conseil d'administration d'INTERNATIONAL FLOORING SYSTEMS S.A., une société anonyme luxembourgeoise, ayant son siège social situé à L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison (Luxembourg), inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157729 ("IFS" ou la "Société Absorbante"), et le conseil d'administration d'IVC Finance NV, une société anonyme belge, ayant son siège social situé à 8580 Avelgem, Nijverheidslaan 29 (Belgique), inscrite auprès du Registre des Personnes Morales de Courtrai sous le numéro 0833.191.396 ("IVC Finance" ou la "Société Absorbée"), ont préparé conjointement un projet de fusion conformément à l'article 772/6 du Code Belge des Sociétés («CS») et à l'article 261 et suivants de la Loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée («Loi luxembourgeoise»).

Une fusion transfrontalière par absorption est une opération par laquelle tous les actifs et passifs ainsi que les droits et obligations de la Société Absorbée sont transférés à la Société Absorbante selon le principe de succession universelle, à la suite d'une dissolution sans liquidation de la Société Absorbée.

La Société Absorbante est détentrice de toutes les actions émises et en circulation de la Société Absorbée soit 204.425 actions sans désignation de valeur nominale, représentant chacune 1/204.425 du capital social. La Société Absorbée est une filiale à 100% de la Société Absorbante de sorte que tous les actifs et passifs de la Société Absorbée ont été transférés à la société détenant toutes les actions représentant le capital de la Société Absorbée, sans émission de nouvelles actions par la Société Absorbante en rémunération. Dès lors, il ne sera pas nécessaire de calculer le rapport d'échange ou d'augmenter le capital social de la Société Absorbante. Par conséquent, cette fusion consistera en une «fusion transfrontalière simplifiée», telle que visée à l'article 278 de la Loi luxembourgeoise et l'article 772/1 juncto article 676 C.S.

Les organes de gestion des sociétés concernées dans la fusion transfrontalière simplifiée s'engagent les uns envers les autres à mettre tout en oeuvre afin de réaliser cette fusion aux conditions décrites dans ce projet de fusion.

Les conseils d'administration des sociétés concernées déclarent avoir pris connaissance de l'obligation légale pour chacune des sociétés participant à la fusion transfrontalière simplifiée d'une part de déposer ce projet de fusion au Luxembourg auprès du Registre du Commerce et des Sociétés et de publier ce projet dans le Recueil des Sociétés et des Associations (Mémorial C) au moins un mois avant l'assemblée extraordinaire des actionnaires de la Société Absorbante approuvant cette fusion transfrontalière simplifiée et d'autre part de déposer ce projet de fusion en Belgique au moins six semaines avant l'assemblée extraordinaire des actionnaires de la Société Absorbée approuvant cette fusion transfrontalière simplifiée.

1. Identification des sociétés fusionnantes. Les sociétés concernées par la fusion transfrontalière simplifiée sont les suivantes:

(i) IFS (la Société Absorbante):

IFS, la Société Absorbante, est une société anonyme luxembourgeoise, dont le siège social est situé à L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison (Luxembourg), inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157729.

L'objet social d'IFS est le suivant (article 3 des statuts):

«La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces participations. La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garanties ou autrement. Elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêts, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient directement ou indirectement des participations.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou surveillance et effectuer toute opération qui peut lui paraître utile dans l'accomplissement de son objet et de son but.»

(ii) IVC Finance (la Société Absorbée):

IVC Finance, la Société Absorbée, est une société anonyme belge, dont le siège social est situé à 8580 Avelgem, Nijverheidslaan 29 (Belgique), inscrite auprès du Registre des Personnes Morales de Courtrai sous le numéro 0833.191.396.

L'objet social d'IVC Finance est le suivant (article 3 des statuts):

[Traduction libre de l'objet social d'IVC Finance]

«La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger:

1. d'acquérir, conserver, de gérer dans le sens le plus large du terme et développer judicieusement un patrimoine composé de biens mobiliers et immobiliers,

2. d'octroyer ou de souscrire des emprunts et des prêts, ainsi que de fournir des sûretés et garanties pour des obligations de la société elle-même ou de tiers;

3. d'effectuer toutes les opérations qui sont directement ou indirectement liées à la mise à disposition, la location, le leasing ou location-financement de tout matériel roulant, véhicules, moyens de production/exploitation, mobilier, ordinateurs, logiciels, bâtiments, machines, installations, équipements, appareils, outils, fournitures, infrastructures, etc;

4. d'effectuer toutes les opérations relatives à l'achat, vente, location, location-financement, leasing, la concession et l'acquisition de droits réels sur, la gestion au sens le plus large du terme de biens immobiliers au sens le plus large du terme;

5. l'investissement, la souscription, la prise ferme, le placement, l'achat, la vente et la négociation d'actions, parts sociales, obligations, certificats, créances, argent et autres valeurs mobilières, émises par des sociétés belges ou étrangères, qu'elles aient ou non la forme de sociétés commerciales, bureaux d'administration, institutions;

6. d'acquérir des participations dans des sociétés et de gérer, valoriser et réaliser ces participations.

La société peut réaliser toutes les opérations industrielles, commerciales, financières et mobilières et immobilières qui se rattachent directement ou indirectement à son objet.

La société peut également exercer des fonctions d'administrateur, gérant ou liquidateur d'autres sociétés, ainsi que fournir des conseils, gérer et rendre d'autres services à des sociétés. Ces services peuvent être fournis au titre de désignations contractuelles ou statutaires et en qualité de consultant externe ou organe de la société.»

2. Effets probables de la fusion transfrontalière simplifiée sur l'emploi. La Société Absorbante ne compte pas d'employé. La Société Absorbée compte 8 employés.

La simplification envisagée n'aura aucune incidence sur le niveau global de l'emploi des sociétés concernées. En effet, la fusion transfrontalière simplifiée n'interférera pas avec les droits et obligations actuels des employés. Les conditions de travail existantes (y compris entre autres l'ancienneté, les salaires, les assurances, les avantages extralégaux, la réglementation du temps de travail et les congés) resteront inchangés. L'opération n'entraînera aucune mesure à rencontre des salariés.

3. Date à partir de laquelle les opérations de la Société Absorbée seront considérées du point de vue comptable et des [impôts directs] comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante. D'un point de vue comptable et des impôts directs belges, les opérations de la Société Absorbée seront considérées comme accomplies pour le compte de la Société Absorbante à compter du 1^{er} janvier 2013. D'un point de vue des impôts directs luxembourgeois, cette opération n'aura pas d'effet rétroactif. La date d'effet juridique sera le 1 août 2013 à 00h00.

4. Droits assurés par la Société Absorbante aux actionnaires ayant des droits spéciaux ou aux porteurs de titres autres que des actions représentatives du capital social, ou les mesures proposées à leur égard. Il n'y a pas d'actionnaires dans la Société Absorbante et la Société Absorbée qui bénéficient de droits spéciaux ni de détenteurs de titres autres que des actions représentant le capital social, de sorte qu'aucun droit spécial ne sera conféré et qu'aucune mesure concernant ces droits spéciaux ne doit être prise.

5. Avantages particuliers attribués aux experts qui examinent le projet de fusion ainsi qu'aux membres des organes administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des sociétés qui fusionnent. Conformément à l'article 772/9 §4 CS et à l'article 278 de la loi Luxembourgeoise, aucun rapport d'expert sur la fusion transfrontalière n'est requis dans le cas d'une fusion transfrontalière simplifiée. Par conséquent, aucun avantage particulier ne sera attribué à un expert.

Enfin, aucun avantage particulier ne sera attribué aux membres des organes d'administration, de direction, de surveillance ou de contrôle des sociétés fusionnantes.

6. Statuts de la Société Absorbante. Les statuts actuels de la Société Absorbante et le projet de statuts de la Société Absorbante tel qu'il s'appliquera suite à la fusion transfrontalière simplifiée sont joints au présent projet de fusion en tant qu'Annexes I et II.

Les conseils d'administration des sociétés concernées sont d'avis que, dans le cadre de la fusion transfrontalière simplifiée, une extension de l'objet social de la Société Absorbante sera nécessaire pour continuer les activités de la Société Absorbée. Par conséquent, l'article 3 des statuts de la Société Absorbante relatif à son objet social devra être adapté.

La forme juridique, le nom, le siège social et le capital social de la Société Absorbante demeureront inchangés après la fusion transfrontalière simplifiée.

Par conséquent, seul l'article 3 des statuts de la Société Absorbante concernant l'objet social sera modifié afin d'y ajouter les activités courantes d'IVC Finance NV et de limiter ces activités aux opérations envers des sociétés affiliées, ainsi que proposé dans l'Annexe II ci-jointe.

7. Information sur les procédures de participation du personnel dans la Société Absorbante. La Société Absorbante ne sera pas tenue de mettre en place la procédure de participation des salariés dans le cadre d'une fusion transfrontalière prévue dans le Livre IV, Titre II, Chapitre VI, Section IV du Code du Travail Luxembourgeois dans la mesure où les seps pour l'application de cette procédure ne sont pas atteints par les sociétés.

8. Information sur l'évaluation du patrimoine actif et passif transféré à la Société Absorbante. Tous les actifs et passifs de la Société Absorbée seront transférés à la Société Absorbante à la valeur à laquelle ils sont enregistrés dans les comptes annuels au 31 décembre 2012 en totale continuité comptable. Tous les actifs et passifs de la Société Absorbée seront attribués à l'établissement stable belge de IFS.

Le conseil d'administration de la Société Absorbante dans la fusion transfrontalière simplifiée envisagée confirme que cette fusion répond aux conditions édictées par les articles 211 et article 183bis du Code belge des Impôts sur les Revenus 1992, article 117§1 du Code des Droits d'Enregistrement ainsi que les articles 11 et 18§3 du Code des TVA belge. Par conséquent, la fusion transfrontalière simplifiée envisagée peut être réalisée de façon neutre fiscalement du point de vue de l'impôt des sociétés belge, TVA et droits d'enregistrement.

Par conséquent, la fusion transfrontalière simplifiée sera sans incidence fiscale.

9. Dates des comptes des sociétés qui fusionnent utilisées pour définir les conditions de la fusion transfrontalière simplifiée. Les comptes annuels au 31 décembre 2012 de la Société Absorbante et la Société Absorbée sont utilisés pour établir les conditions de la fusion transfrontalière simplifiée souhaitée.

10. Attestation du sol. La Société Absorbée est détentriche de droit réels sur des immeubles, à savoir un droit de superficie sur une machine partiellement qualifiée comme immeuble, et une nue-proprieté sur un terrain, sis en Flandre. Par conséquent le Décret Flamand sur l'assainissement du sol est applicable.

Conformément à l'article 101 du décret ci-avant mentionné, la Société Absorbée doit demander une attestation du sol et doit communiquer son contenu à la Société Absorbante avant l'établissement de ce projet de fusion.

La Société Absorbée déclare que l'attestation du sol requise sera disponible au plus tard au moment où la fusion sera réalisée.

Le contenu de l'attestation du sol sera inclus dans son entièreté dans l'acte notarié à l'occasion de l'assemblée générale des actionnaires qui approuveront ce projet de fusion. En ce qui concerne la disponibilité de l'attestation du sol ci-avant mentionnée au moment de rétablissement de ce projet de fusion, la Société Absorbante déclare renoncer à l'application de l'article 116 du Décret Flamand sur l'assainissement du sol.

Afin de s'assurer que la fusion transfrontalière simplifiée proposée soit réalisée conformément aux dispositions légales et statutaires des sociétés concernées, les conseils d'administrations soussignés des sociétés participant à la fusion transfrontalière simplifiée veilleront à porter à la connaissance de l'autre partie et des actionnaires respectifs toutes les informations utiles, et de les notifier conformément au CS et aux dispositions de l'article 267 de la loi Luxembourgeoise.

Les administrateurs des sociétés fusionnantes s'engagent à ce que, une fois ce projet commun de fusion émis, ils n'exécuteront pas d'action ou ne concluront pas d'accord qui pourrait compromettre l'approbation de ce projet de fusion par les actionnaires.

Conformément à l'article 772/7 CS, le projet de fusion sera déposé au greffe du Tribunal de Commerce de Courtrai, et sera publié par extrait conformément à l'article 74 CS (ou sous la forme d'une notification conformément à l'article 75 CS, comprenant un lien hypertexte renvoyant au site internet sur lequel le texte du projet de fusion peut être trouvé).

Conformément aux articles 9 et 262 de la Loi luxembourgeoise, le projet commun de fusion sera déposé au Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg et publié au Recueil des Sociétés et des Associations au moins un mois avant la tenue des assemblées des sociétés approuvant la fusion. La publication devra contenir les indications propres à la fusion transfrontalière, telles que prévues au même article de la Loi luxembourgeoise.

Etabli en français et en néerlandais. Chaque conseil d'administration reconnaît avoir reçu deux copies dûment signées par les deux conseils d'administration, dont l'une est destinée au dépôt et à la publication, et l'autre est destinée à être conservée au siège social de la société.

Signé en 4 originaux

17 mai 2013.

Pour INTERNATIONAL FLOORING SYSTEMS S.A. / Pour IVC Finance NV

La Société Absorbante / La Société Absorbée

Jean Reuter / Didier Ysembaert

Administrateur / Administrateur

Georges Reuter / CORAL & WALLACE BVBA, représenté par son représentant permanent monsieur Jan Vergote

Administrateur / Administrateur

Statuts tels qu'ils s'appliqueront après la fusion transfrontalière simplifiée

INTERNATIONAL FLOORING SYSTEMS S.A.

société anonyme

L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison

RCS Luxembourg B 157729

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société anonyme sous la dénomination «INTERNATIONAL FLOORING SYSTEMS S.A.»

Art. 2. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 3. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces participations. La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garanties ou autrement. Elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêts, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes.

Ensuite, la société a pour objet, tant au Luxembourg, qu'en Belgique ainsi qu'à l'étranger:

1. d'acquérir, conserver, de gérer dans le sens le plus large du terme et développer judicieusement un patrimoine composé de biens mobiliers et immobiliers,

2. d'octroyer ou de souscrire des emprunts et des prêts, ainsi que de fournir des sûretés et garanties pour des obligations de la société elle-même ou des sociétés affiliées;

3. d'effectuer toutes les opérations qui sont directement ou indirectement liées à la mise à disposition, la location, le leasing ou location-financement de tout matériel roulant, véhicules, moyens de production/exploitation, mobilier, ordinateurs, logiciels, bâtiments, machines, installations, équipements, appareils, outils, fournitures, infrastructures, etc pour des sociétés affiliées;

4. d'effectuer toutes les opérations relatives à l'achat, vente, location, location-financement, leasing, la concession et l'acquisition de droits réels sur, la gestion au sens le plus large du terme de biens immobiliers au sens le plus large du terme pour des sociétés affiliées;

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient directement ou indirectement des participations.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou surveillance et effectuer toute opération qui peut lui paraître utile dans l'accomplissement de son objet et son but.

La société peut également exercer des fonctions d'administrateur, gérant ou liquidateur d'autres sociétés, ainsi que fournir des conseils, gérer et rendre d'autres services à des sociétés. Ces services peuvent être fournis au titre de désignations contractuelles ou statutaires et en qualité de consultant externe ou organe de la société.

Art. 4. Le siège de la Société est établi dans la Commune de Strassen.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 5. Le capital social est fixé à cent cinquante cinq millions quatre vingt dix mille et un virgule cinquante euros (155.090.001,50 EUR) représenté par cinq cent soixante et onze mille six cent cinquante cinq (571.655) actions sans valeur nominale.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions sous les conditions prévues par la loi.

Le capital social peut être augmenté ou réduit conformément aux dispositions légales.

Art. 6. La Société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, s'il est constaté lors d'une assemblée des actionnaires que la Société n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un administrateur jusqu'à l'assemblée générale ordinaire

suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire. L'administrateur unique, le cas échéant, disposera de l'ensemble des prérogatives dévolues au conseil d'administration par la Loi et par les présents statuts. Lorsque, dans les présents statuts, il est fait référence au conseil d'administration, il y a lieu d'entendre «administrateur unique» ou «conseil d'administration», selon le cas.

Leur mandat ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires, et toujours révocables par elle.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 7. Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

Art. 8. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus de faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale. Il est autorisé, avec l'approbation du commissaire, à verser des acomptes sur dividendes, aux conditions prévues par la loi.

Art. 9. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs, ou, en cas d'un administrateur unique, par la signature de ce dernier, sans préjudice des décisions à prendre quant à la signature sociale en cas de délégation de pouvoirs et mandats conférés par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts.

Art. 10. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société dans le cadre de cette gestion journalière à un ou plusieurs administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

Art. 11. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

Art. 12. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

Art. 13. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la société.

Art. 14. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra au siège social de la société, ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation, le quatrième jeudi du mois de juin à 15.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

Les quorum et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopieur une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'est pas autrement disposé par la loi, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité des trois quarts des actionnaires présents et votants.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation ni publication préalables.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. L'excédant favorable du bilan, défalcation faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société.

Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale, ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués en observant les termes et conditions de la loi.

Art. 17. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 18. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et aux lois modificatives.

VOORSTEL VAN EEN VEREENVOUDIGDE GRENSOVERSCHRIJDENDE FUSIE

tussen,
 enerzijds,
 de overnemende vennootschap,
 INTERNATIONAL FLOORING SYSTEMS SA
 Naamloze Vennootschap
 3, rue Thomas Edison
 L-1445 Strassen
 Luxemburg
 RCS Luxemburg B 157729
 en,
 anderzijds,
 de over te nemen vennootschap,
 IVC FINANCE NV
 Naamloze Vennootschap
 Nijverheidslaan 29
 8580 Avelgem
 België
 BTW BE 0833.191.396 Rechtspersonenregister Kortrijk

Préambule

Met het oog op het verrichten van een grensoverschrijdende fusie, hebben de raad van bestuur van INTERNATIONAL FLOORING SYSTEMS S.A., een Luxemburgse naamloze vennootschap, met maatschappelijke zetel te rue L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison (Luxemburg), ingeschreven in het Handels- en Vennootschapsregister van Luxemburg onder het nummer B 157729 ("IFS" of de "Overnemende Vennootschap"), en de raad van bestuur van IVC Finance NV, een Belgische naamloze vennootschap, met maatschappelijke zetel te 8580 Avelgem, Nijverheidslaan 29 (België), ingeschreven in het rechtspersonenregister te Kortrijk onder het nummer 0833.191.396 ("IVC Finance" of de "Overgenomen Vennootschap") gezamenlijk een fusievoorstel opgesteld in overeenstemming met artikel 772/6 van het Belgische Wetboek van Vennootschappen ("W. Venn.") en de artikelen 261 en volgende van de aangepaste Wet van 10 augustus 1915 over de commerciële vennootschappen ("Luxemburgse Wet").

Een grensoverschrijdende fusie door overneming is de rechtshandeling waarbij het gehele vermogen, zowel de rechten als de verplichtingen, van de Overgenomen Vennootschap overgaan op de Overnemende Vennootschap, volgens het principe van een algemene overdracht, als gevolg van een ontbinding zonder vereffening van de Overgenomen Vennootschap.

De Overnemende Vennootschap houdt alle aandelen door Overgenomen Vennootschap uitgegeven aandelen die in de handel zijn, i.e. 204.425 aandelen, zonder nominale waarde. De Overgenomen Vennootschap is aldus een 100% dochtervennootschap van de Overnemende Vennootschap. Daardoor zullen alle activa en passiva van de Overgenomen Vennootschap worden overgedragen aan een vennootschap die reeds alle kapitaalvertegenwoordigende aandelen in de Overgenomen Vennootschap in handen heeft. Daardoor zullen er geen nieuwe aandelen in de Overgenomen Vennootschap worden uitgegeven. Met andere woorden dient er geen ruilverhouding berekend te worden noch moet het kapitaal van de Overnemende Vennootschap verhoogd worden. Deze fusie wordt dan ook aanzien als een "vereenvoudigde grensoverschrijdende fusie" en dit conform met de artikel 676 juncto artikel 772/1 W. Venn, en artikel 278 van de Luxemburgse Wet.

De bestuursorganen van de te fuseren vennootschappen verbinden zich jegens elkaar om alles te doen wat in hun macht ligt om deze fusie tot stand te brengen, en dit tegen de voorwaarden zoals voorzien in dit fusievoorstel.

De raden van bestuur van de betrokken vennootschappen verklaren kennis te hebben genomen van de wettelijke verplichting voor elke aan de fusie deelnemende vennootschap om enerzijds het fusievoorstel neer te leggen bij het Handels- en Vennootschappenregister in Luxemburg met het oog op de publicatie ervan in het Luxemburgse Staatsblad ("Recueil des Sociétés et des Associations - Mémorial C"), en dit minstens één maand voor de buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders van de Overnemende Vennootschap die een beslissing zal nemen over deze fusie. Anderzijds moet dit fusievoorstel in België worden neergelegd, en dit minstens 6 weken voor de buitengewone algemene vergadering van aandeelhouders van de Overgenomen Vennootschap die een beslissing zal nemen over deze fusie.

1. Identificatie van de te fuseren vennootschappen. De aan de vereenvoudigde fusie deelnemende vennootschappen zijn de volgende:

- (i) IFS (de Overnemende Vennootschap)

IFS, de Overnemende Vennootschap, is een Luxemburgse naamloze vennootschap, met maatschappelijke zetel te L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison (Luxemburg), ingeschreven in het Handels- en Vennootschapsregister van Luxemburg onder het nummer B 157729.

Het maatschappelijk doel van IFS is als volgt (artikel 3 van de Statuten):

[vrije Nederlandse vertaling]

"De vennootschap heeft als doel het aangaan van deelnemingen, onder welke vorm dan ook, in andere Luxemburgse of buitenlandse vennootschappen en alle andere vormen van plaatsing, aanwerving door aankoop, inschrijving en elke andere manier zoals vervreemding door verkoop, mil of elke andere manier en dit van alle roerende waarden en alle soorten, het bestuur, toezicht en de ontwikkeling van deze participaties.

De vennootschap mag deelnemen aan de oprichting en ontwikkeling van alle industriële of ondernemingen en mag bijstand verlenen aan gelijksoortige ondernemingen door middel van leningen, garanties en andere. Ze mag leen en ontfen en dit met of zonder interest, obligaties uitgeven en andere schuldbewijzen.

Ze mag haar maatschappelijk doel rechtstreeks of onrechtstreeks, in eigen naam of voor rekening van een derde, alleen of in samenwerking realiseren en elke uitvoering verwezenlijken die tot de uitvoering van dit doel leidt of het doel van de vennootschappen waarin zij rechtstreeks of onrechtstreeks deelnemingen houdt.

In het algemeen, mag de vennootschap alle controle- of toezichtmaatregelen nemen en elke handeling stellen die haar nuttig lijkt om haar doel te verwezenlijken."

(ii) IVC Finance (de Overgenomen Vennootschap)

IVC Finance, de Overgenomen Vennootschap, is een Belgische naamloze vennootschap, met maatschappelijke zetel te 8580 Avelgem, Nijverheidslaan 29 (België), ingeschreven in het rechtspersonenregister te Kortrijk onder het nummer 0833.191.396.

Het maatschappelijk doel van IVC Finance is als volgt omschreven (artikel 3 van de Statuten):

«De vennootschap heeft tot doel, in België en in het buitenland:

1. Een Patrimonium bestaande uit merende en onroerende goederen te verwerven, te behouden, in de meest mime zin van het oord te beheren en oordeelkundig uit te breiden;

2. Het verstrekken en opnemen van leningen en voorschotten, evenals het verstrekken van zekerheden en waarborgen voor verbintenissen van de vennootschap zelf of van derden;

3. Alle handelingen stellen die rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking hebben op de terbeschikkingstelling, verhuur, leasing of financieringshuur van alle rollend materieel, voertuigen, bedrijfsmiddelen, meubilair, computers, software, gebouwen, machines, installaties, apparaten, werktuigen, benodigdheden, uitrusting, infrastructuur en dergelijke;

4. Alle handelingen stellen die verband houden met de aankoop, verkoop, huur, financieringshuur, leasing, het in gebruik geven en nemen op basis van zakelijke rechten, het beheren in de meest mime zin van onroerende goederen in de meest mime zin;

5. Het beleggen, intekenen op, vast overnemen, plaatsen, kopen, verkopen en verhandelen van aandelen, deelbewijzen, obligaties, certificaten, schuldvorderingen, gelden en andere merende waarden, uitgegeven door Belgische of buitenlandse ondernemingen al dan niet onder de vorm van handelsvennootschappen, administratiekantoren, instellingen;

6. Het verwerven van participaties in vennootschappen en het beheren, valoriseren en te gelde maken van deze participaties.

De vennootschap kan alle industriële, commerciële, financiële en merende en onroerende handelingen stellen die rechtstreeks of onrechtstreeks in verband staan met haar doel. De vennootschap kan eveneens de functies van bestuurder, zaakvoerder of vereffenaar van andere vennootschappen uitoefenen, evenals het verlenen van advies, management en andere diensten aan vennootschappen. Deze diensten kunnen geleverd worden krachtens contractuele of statutaire benoemingen en in hoedanigheid van externe raadgever of orgaan van de vennootschap."

2. Waarschijnlijke gevolgen van de fusie voor de werkgelegenheid. De Overnemende Vennootschap heeft geen werknemers. De Overgenomen Vennootschap tewerkstelt 8 werknemers.

De voorziene vereenvoudiging zal geen enkel effect hebben op het algemene niveau van de werkgelegenheid binnen de betrokken vennootschappen. De grensoverschrijdende vereenvoudigde fusie zal niet tussen komen in de huidige rechten en verplichtingen van de werknemers. De huidige werkomstandigheden (onder andere inbegrepen de ancienniteit, het salaris, de verzekeringen, de extra-legale voordelen, de regeling omtrent de werktijden en vakantie) blijven ongewijzigd. De verrichting zal geen effect hebben op de werknemers.

3. Datum vanaf welke de handelingen van de Overgenomen Vennootschap boekhoudkundig en wat betreft de directe belastingen geacht worden te zijn verricht voor rekening van de Overnemende Vennootschap. Boekhoudkundig en wat betreft Belgische directe belastingen zullen de handelingen gesteld door de Overgenomen Vennootschap geacht worden te zijn verricht voor rekening van de Overnemende Vennootschap vanaf 1 januari 2013. Wat betreft Luxemburgse directe belastingen, zal deze verrichting geen retri-actief effect hebben. De fusie zal juridisch effect hebben op 1 augustus 2013 om 00u00.

4. Rechten die de Overnemende Vennootschap toekent aan de aandeelhouders met bijzondere rechten, alsook aan de houders van andere effecten dan aandelen, of de jegens hen voorgestelde maatregelen. Er zijn in de Overgenomen Vennootschap en Overnemende Vennootschap geen aandeelhouders die bijzondere rechten hebben, noch houders van andere effecten dan aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen. Aldus wordt er geen bijzonder recht toegekend en worden er geen bijzondere maatregelen getroffen.

5. Ieder bijzonder voordeel toegekend aan de deskundigen die het fusievoorstel ondertekenen alsmede de leden van de organen die belast zijn met het bestuur, de leiding van, het toezicht of de controle op de fuserende vennootschappen. Overeenkomstig artikel 772/9 §4 W. Venn, en artikel 278 van de Luxemburgse Wet, moet er geen verslag door een deskundige worden opgemaakt in geval van een vereenvoudigde grensoverschrijdende fusie. Daardoor zal er geen bijzonder voordeel worden toegekend aan een deskundige.

Daarnaast zal er geen bijzonder voordeel worden toegekend aan de leden van het orgaan dat belast is met het bestuur, de leiding, het toezicht of de controle van de fuserende vennootschappen.

6. Statuten van de Overnemende Vennootschap. De huidige Statuten en de ontwerpstatuten van de Overnemende Vennootschap zoals deze van toepassing zullen zijn na de realisatie van de vereenvoudigde grensoverschrijdende fusie zijn aan dit fusievoorstel aangehecht als Bijlagen I en II.

De raden van bestuur van de betrokken vennootschappen zijn van mening dat, in het kader van de vereenvoudigde grensoverschrijdende fusie, een uitbreiding van het maatschappelijk doel van de Overnemende Vennootschap nodig is zodat zij de activiteiten van de Overgenomen Vennootschap kan verder zetten. Daardoor zal het artikel 3 van de Statuten van de Overnemende Vennootschap, i.e. het maatschappelijk doel, worden aangepast.

De juridische vorm, naam, maatschappelijke zetel en het maatschappelijk kapitaal van de Overnemende Vennootschap blijven ongewijzigd na de vereenvoudigde grensoverschrijdende fusie.

Daardoor zal alleen het artikel 3 van de Statuten van de Overnemende Vennootschap omtrent het maatschappelijk doel worden aangepast, zoals voorgesteld in de aangehechte Bijlage II, door de toevoeging van de huidige activiteiten van IVC Finance en de beperking ervan tot intra-groep activiteiten.

7. Informatie over de procedures inzake werknemersparticipatie in de Overnemende Vennootschap. In het kader van deze vereenvoudigde grensoverschrijdende fusie zal de Overnemende Vennootschap niet gehouden zijn om de werknemersparticipatieprocedure te volgen zoals deze beschreven is in Boek IV, Titel II, Hoofdstuk VI, Onderafdeling IV van het Luxemburgse Wetboek inzake Arbeid, aangezien de fuserende vennootschappen niet voldoen aan de toepassingsdrempels.

8. Informatie over de evaluatie van de activa en passiva die overgaan naar de Overnemende Vennootschap. Alle activa en passiva van de Overgenomen Vennootschap zullen, in volledige boekhoudkundige continui'teit, worden overgedragen aan de Overnemende Vennootschap en dit aan de waarde zoals vermeld in de jaarrekeningen per 31 december 2012.

Alle activa en passiva van de Overgenomen Vennootschap zullen bijgevolg worden aangehouden in de Belgische richting van de Overnemende Vennootschap.

De raad van bestuur van de Overgenomen Vennootschap die bij de voorgestelde vereenvoudigde grensoverschrijdende fusie is betrokken, bevestigt dat de fusie beantwoordt aan de vereisten gesteld door de artikelen 211 en artikel 183bis van het Belgische Wetboek Inkomstenbelasting 1992, artikel 117§1 van het Wetboek Registratierechten en de artikelen 11 en 18 § 3 van het Belgische B.T.W.-Wetboek. Daardoor kan de vereenvoudigde grensoverschrijdende fusie vanuit een Belgisch oogpunt en wat betreft vennootschapsbelasting, BTW en registratierechten, op een fiscaal neutrale manier plaatsvinden.

Dit wil zeggen dat de vereenvoudigde grensoverschrijdende fusie geen belastingimpact zal hebben.

9. Data van de rekeningen van de fuserende vennootschappen die worden gebruikt om de voorwaarden voor de vereenvoudigde grensoverschrijdende fusie vast te stellen. De jaarrekeningen per 31 december 2012 van de Overnemende Vennootschap en de Overgenomen Vennootschap zijn gebruikt voor het bepalen van de voorwaarden van de gewenste vereenvoudigde grensoverschrijdende fusie.

10. Bodemattest. De Overgenomen Vennootschap is houdster van zakelijke rechten op onroerende goederen, meer bepaald een opstalrecht op een machine die gedeeltelijk is gekwalificeerd als onroerend goed, en een naakte eigendom op een terrein, gelegen in Viaanderen. Daardoor is het Vlaamse Bodemdecreet van toepassing.

In toepassing van artikel 101 van het bovengenoemde decreet dient de Overgenomen Vennootschap een bodemattest aan te vragen en de inhoud ervan mee te delen aan Overnemende Vennootschap vóór de opstelling van dit fusievoorstel.

De Overgenomen Vennootschap verklaart dat ten laatste op het ogenblik van de realisatie van de fusie het nodige bodemattest ter beschikking zal zijn.

De inhoud van het attest zal integraal in de notariële akte naar aanleiding van de buitengewone algemene vergadering tot goedkeuring van onderhavig fusievoorstel worden opgenomen. Voor wat betreft de beschikbaarheid van het bovenvermelde bodemattest ten tijde van het opstellen van onderhavig fusievoorstel, verklaart de Overnemende Vennootschap te verzaken aan de toepassing van artikel 116 van het Bodemdecreet.

Om te verzekeren dat de vereenvoudigde grensoverschrijdende fusie in overeenstemming met de wettelijke en statutaire bepalingen van de bij de fusie betrokken vennootschappen gerealiseerd zal worden, zullen de raden van bestuur van de bij de fusie betrokken vennootschappen elkaar en hun aandeelhouders op de hoogte stellen van alle belangrijke informatie, en dit op de wijze zoals voorzien in het W. Venn, en in het artikel 267 van de Luxemburgse Wet.

In overeenstemming met het artikel 772/7 W. Venn., zal het fusievoorstel ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk worden neergelegd, en zal bij uittreksel bekendgemaakt worden overeenkomstig artikel 74 W. Venn, (of in de vorm van een mededeling overeenkomstig artikel 75 W. Venn., die een hyperlink bevat naar een eigen Website, waar de tekst van het fusievoorstel beschikbaar is).

Overeenkomstig de artikelen 9 en 262 van de Luxemburgse Wet, zal het gemeenschappelijk fusievoorstel worden neergelegd bij het Handels- en Vennootschapsregister en minstens 6en maand voor de buitengewone algemene vergadering van de Overnemende Vennootschap worden gepubliceerd in the Luxemburgs Staatsblad ("Recueil des Sociétés et des Associations"). De publicatie moet de specifieke vermeldingen bevatten die voorzien zijn in hetzelfde artikel van de Luxemburgse Wet.

Opgemaakt in Frans en in het Nederlands. Elke raad van bestuur bevestigt 2 ondertekende fusievoorstellen te hebben gekregen, waarvan één bestemd voor de neerlegging en publicatie en één om te bewaren op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

Ondertekend in 4 exemplaren

17 mei 2013.

Voor INTERNATIONAL FLOORING SYSTEMS S.A. / Voor IVC Finance N.V.

De Overnemende Vennootschap / De Overgenomen Vennootschap

Jean Reuter / Didier Ysenbaert

Bestuurder / Bestuurder

Georges Reuter / CORAL & WALLACE BVBA, vertegenwoordigd door haar vaste vertegenwoordiger de heer Jan Vergote

Bestuurder / Bestuurder

Bijlagen:

1. Huidige Statuten van de Overnemende Vennootschap (+ vertaling in het Nederlands);

2. Statuten zoals deze zullen zijn na de vereenvoudigde grensoverschrijdende fusie (+ vertaling in het Nederlands);

INTERNATIONAL FLOORING SYSTEMS S.A.

naamloze vennootschap [naar Luxemburgs recht]

L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison

RCS Luxembourg B 157729

GECOÖRDINEERDE STATUTEN

- OPRICHTING van 20 december 2010, volgens akte verleden door Meester Paul DECKER, notaris te Luxemburg, gepubliceerd in het 'Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations', nummer 436 van 7 maart 2011,

- WIJZIGING van 28 juni 2011, volgens akte verleden door Meester Paul DECKER, notaris te Luxemburg, gepubliceerd in het 'Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations', nummer van,

Art. 1. Hierbij wordt een 'société anonyme' [naamloze vennootschap naar Luxemburgs recht] met de naam 'INTERNATIONAL FLOORING SYSTEMS S.A.' opgericht.

Art. 2. De vennootschap wordt opgericht voor onbeperkte duur.

Art. 3. De vennootschap heeft tot doel het nemen van participaties, in eender welke vorm, in andere, al dan niet Luxemburgse ondernemingen, en alle andere mogelijke vormen van belegging, het verwerven door aankoop, inschrijving en anderszins evenals het vervreemden door verkoop, ruil of anderszins van alle mogelijke effecten en speciën, alsook het administratief beheren van, het toezicht houden op en het ontwikkelen van die participaties. De vennootschap zal deel kunnen nemen aan het oprichten en ontwikkelen van eender welke industriële of commerciële onderneming en zal haar steun aan een dergelijke onderneming kunnen verlenen door middel van leningen, waarborgen of anderszins. Ze zal met of zonder interest leningen kunnen toekennen of zelf leningen aangaan en obligaties en andere schuldbewijzen kunnen uitgeven.

Ze kan haar maatschappelijk doel rechtstreeks of onrechtstreeks in eigen naam of voor rekening van derden, alleen of in vereniging met een derde, verwezenlijken door eender welke handeling te stellen die van dien aard is dat ze bevorderlijk is voor haar eigen maatschappelijk doel of dat van de vennootschappen waarin ze rechtstreeks of onrechtstreeks participeert.

De vennootschap zal in het algemeen alle mogelijke maatregelen in verband met controle en toezicht kunnen nemen en alle mogelijke handelingen kunnen stellen die haar bij de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel dienstig lijken.

Art. 4. De zetel van de vennootschap wordt gevestigd in de gemeente Strassen.

In het geval dat buitengewone gebeurtenissen van politieke of

economische orde zieh voordoen of dreigen zieh voor te doen die van aard zijn de normale activiteit op de maatschappelijke zetel of de vlotte communicatie van die zetel met het buitenland te verstoren zal het mogelijk zijn de maatschappelijke zetel tijdelijk naar het buitenland verplaatst te verklaren, tot die abnormale omstandigheden volledig opgehouden hebben.

Een dergelijke beslissing zal geen gevolgen hebben voor de nationaliteit van de vennootschap. De verklaring van zetelverplaatsing zal worden gedaan en ter kennis van derden worden gebracht door het orgaan van de vennootschap dat in de gegeven omstandigheden daarvoor het best geplaatst zal zijn.

Art. 5. Het maatschappelijk kapitaal wordt vastgesteld op honderd vijfenvijftig miljoen negentigduizend en één euro en vijftig cent (155.090.001,50 EUR) vertegenwoordigd door vijfhonderdeenzeventigduizend zeshonderd vijfenvijftig (571.655) aandelen zonder nominale waarde.

De aandelen zijn op naam of aan toonder, naar keuze van de aandeelhouder.

De aandelen van de vennootschap kunnen, naar keuze van de eigenaar, worden uitgegeven in de vorm van effecten die één aandeel vertegenwoordigen of certificaten die meerdere aandelen vertegenwoordigen.

De vennootschap kan eigen aandelen inkopen met inachtneming van de bij wet vastgelegde voorwaarden.

Het maatschappelijk kapitaal kan in overeenstemming met de wettelijke bepalingen worden verhoogd of verminderd.

Art. 6. De vennootschap wordt bestuurd door een raad van bestuur die samengesteld is uit minstens drie leden, al dan niet aandeelhouders. Mocht echter tijdens een algemene aandeelhoudersvergadering worden vastgesteld dat de vennootschap nog slechts één aandeelhouder heeft, dan kan de samenstelling van de raad van bestuur worden beperkt tot één bestuurder tot de algemene vergadering die volgt op de vaststelling van het bestaan van meer dan één aandeelhouder. In voorkomend geval zal de enige bestuurder beschikken over alle prerogatieven die bij wet en door onderhavige Statuten aan de raad van bestuur toegewezen zijn. Waar in onderhavige Statuten naar de raad van bestuur verwezen wordt, dient men daaronder, naargelang van het geval, 'enige bestuurder' of 'raad van bestuur' te verstaan.

Hun mandaat kan niet langer zijn dan zes jaar, [bepaald] door de algemene aandeelhoudersvergadering, en te allen tijde herroepbaar door deze laatste.

Het aantal van de bestuurders alsook hun bezoldiging en de duur van hun mandaat worden door de algemene aandeelhoudersvergadering bepaald.

Art. 7. De raad van bestuur kiest onder zijn leden een voorzitter.

De raad van bestuur komt bijeen na oproeping door de voorzitter, zo vaak als het belang van de vennootschap het vereist. Hij moet worden bijeengeroepen telkens wanneer twee bestuurders dit vragen.

Art. 8. De raad van bestuur wordt bekleed met de ruimste

bevoegdheden om alle daden van bestuur en beschikking te stellen die binnen het kader van het maatschappelijk doel vallen. Hij is bevoegd om alle handelingen te stellen die niet uitdrukkelijk door de wet en onderhavige Statuten aan de algemene vergadering voorbehouden zijn. Na goedkeuring van de commissaris kan de raad interim-dividenden uitkeren met inachtneming van de bij wet vastgestelde voorwaarden.

Art. 9. Ten aanzien van derden is de vennootschap in alle omstandigheden gebonden door de gezamenlijke handtekening van twee bestuurders of, in het geval van een enige bestuurder, door de handtekening van deze laatste, onverminderd de beslissingen die genomen zouden worden wat betreft de ondertekening namens de vennootschap in geval van delegatie van bevoegdheden en mandaten toegekend door de raad van bestuur op grond van artikel 10 van onderhavige Statuten.

Art. 10. De raad van bestuur kan het dagelijks bestuur van de vennootschap alsook de vertegenwoordiging van de vennootschap in het kader van het dagelijks bestuur delegeren aan een of meer afgevaardigd bestuurders.

De raad kan ook de leiding over het geheel of een bepaald gedeelte of bijzondere tak van de activiteiten van de vennootschap aan een of meer bestuurders toevertrouwen en bijzondere volmachten voor welbepaalde activiteiten toekennen aan een of meer gevolmachtigden, al dan niet aandeelhouders, die al dan niet onder de leden van de raad van bestuur gekozen worden.

Art. 11. Rechtszaken, als verzoeker of als verweerder, worden in naam van de vennootschap gevolgd door de raad van bestuur, via zijn voorzitter of een voor deze doeleinden gedelegeerd bestuurder.

Art. 12. Het toezicht op de vennootschap wordt waargenomen door een of meer commissarissen die benoemd worden door de algemene vergadering, die hun aantal en bezoldiging bepaalt, evenals de duur van hun mandaat, die niet langer dan zes jaar kan zijn.

Art. 13. De regelmatig samengestelde aandeelhoudersvergadering van de vennootschap zal alle aandeelhouders van de vennootschap vertegenwoordigen. Ze zal de ruimste bevoegdheden hebben om alle handelingen te bevelen, stellen of bevestigen die op de activiteiten van de vennootschap betrekking hebben.

Art. 14. De jaarlijkse algemene vergadering van de aandeelhouders zal plaatsvinden op de maatschappelijke zetel van de vennootschap of op een andere plaats die bepaald zal worden in de oproeping, en dat op de vierde donderdag van de maand juni om 15.00 uur.

Indien die dag een wettelijke feestdag is, zal de jaarlijkse algemene vergadering worden gehouden op de eerstvolgende werkdag.

Het quorum en de termijnen die bij wet opgelegd zijn, zullen voor de oproepingen en het houden van de aandeelhoudersvergaderingen van de vennootschap gelden voor zover in onderhavige Statuten niet anders bepaald is.

Elk aandeel geeft recht op één stem. Elke aandeelhouder

zal aan de aandeelhoudersvergaderingen kunnen deelnemen door schriftelijk, per kabel, telegram, télex of fax een andere persoon als zijn mandataris aan te stellen.

Voor zover bij wet niet anders bepaald is, worden de beslissingen van een regelmatig bijeengeroepen aandeelhoudersvergadering genomen met een drievierdemeerderheid van de aandeelhouders die aanwezig zijn en een stem uitbrengen.

De raad van bestuur kan andere door de aandeelhouders te vervullen voorwaarden vastleggen voor deelname aan een aandeelhoudersvergadering.

Indien aile aandeelhouders op een aandeelhoudersvergadering aanwezig of vertegenwoordigd zijn en op voorwaarde dat ze verklaren dat ze de agenda kennen, zal de vergadering kunnen worden gehouden zonder oproeping of voorafgaande publicatie.

Art. 15. Het boekjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december van elk jaar.

Art. 16. Het balansoverschot, na aftrek van sociale lasten en afschrijvingen, vormt de nettowinst van de vennootschap.

Op die winst wordt vijf procent (5%) ingehouden voor de vorming van het wettelijk opgelegde reservefonds; die inhouding is niet langer verplicht wanneer de reserve een tiende van het maatschappelijk kapitaal bereikt heeft, maar moet wel worden hernomen tot de reserve opnieuw volledig gevormd is indien op een bepaald moment en om welke reden ook het reservefonds aangesproken is.

Over het saldo mag de algemene vergadering beschikken.

De uitkering van interim-dividenden is mogelijk met inachtneming van de wettelijke termijnen en voorwaarden.

Art. 17. De vennootschap kan bij beslissing van de algemene vergadering worden ontbonden.

In geval van ontbinding van de vennootschap zal de vereffening worden geregeld door een of meer vereffenaars, natuurlijke personen of rechtspersonen, die benoemd worden door de algemene vergadering die hun bevoegdheden en bezoldiging bepaalt.

Art. 18. Voor alle punten die in onderhavige Statuten niet gespecificeerd zijn, verwijzen de partijen naar en onderwerpen ze zich aan de bepalingen van de Luxemburgse wet van 10 augustus 1915 betreffende de handelsvennootschappen, daarin begrepen eventuele wetten tot wijziging van die wet.

Voor gecoördineerde Statuten,

Luxemburg, 5 juli 2011

Statuten zoals deze van toepassing zullen

zun na de grensoversnijdende vereenvoudigde fusie

INTERNATIONAL FLOORING SYSTEMS S.A.

naamloze vennootschap [naar Luxemburgs recht]

L-1445 Strassen, 3. rue Thomas Edison

RCS Luxembourg B 157729

GECOÖRDINEERDE STATUTEN

Art. 1. Hierbij wordt een 'société anonyme' [naamloze vennootschap naar Luxemburgs recht] met de naam 'INTERNATIONAL FLOORING SYSTEMS S.A.' opgericht.

Art. 2. De vennootschap wordt opgericht voor onbepaalde duur.

Art. 3. De vennootschap heeft tot doel het nemen van participaties, in eender welke vorm, in andere, al dan niet Luxemburgse ondernemingen, en alle andere mogelijke vormen van belegging, het verwerven door aankoop, inschrijving en anderszins evenals het vervreemden door verkoop, mil of anderszins van alle mogelijke effecten en speciën, alsook het administratief beheren van, het toezicht houden op en het ontwikkelen van die participaties. De vennootschap zal deel kunnen nemen aan het oprichten en ontwikkelen van eender welke industriële of commerciële onderneming en zal haar steun aan een dergelijke onderneming kunnen verlenen door middel van leningen, waarborgen of anderszins. Ze zal met of zonder interest leningen kunnen toekennen of zelf leningen aangaan en obligaties en andere schuldbewijzen kunnen uitgeven.

Vervolgens heeft de vennootschap tot doel, zowel in Luxembourg, België als in het buitenland:

1. Een Patrimonium bestaande uit roerende en onroerende goederen te verwerven, te behouden, in de meest ruime zin van het oord te beheren en oordeelkundig uit te breiden;

2. Het verstrekken en opnemen van leningen en voorschotten, evenals het verstrekken van zekerheden en waarborgen voor verbintenissen van de vennootschap zelf of van groepsvennootschappen;

3. Alle handelingen stellen die rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking hebben op de terbeschikkingstelling, verhuur, leasing of financieringshuur van alle rollend materieel, voertuigen, bedrijfsmiddelen, meubilair, computers, software, gebouwen, machines, installaties, apparaten, werktuigen, benodigdheden, uitrusting, infrastructuur en dergelijke voor groepsvennootschappen;

4. Alle handelingen stellen die verband houden met de aankoop, verkoop, huur, financieringshuur, leasing, het in gebruik geven en nemen op basis van zakelijke rechten, het beheren in de meest ruime zin van onroerende goederen in de meest ruime zin voor groepsvennootschappen;

Ze kan haar maatschappelijk doel rechtstreeks of onrechtstreeks in eigen naam of voor rekening van derden, alleen of in vereniging met een derde, kunnen verwezenlijken door eender welke handeling te stellen die van dien aard is dat ze bevorderlijk is voor haar eigen maatschappelijk doel of dat van de vennootschappen waarin ze rechtstreeks of onrechtstreeks participeert.

De vennootschap zal in het algemeen alle mogelijke maatregelen in verband met controle en toezicht kunnen nemen en alle mogelijke handelingen kunnen stellen die haar bij de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel dienstig lijken.

De vennootschap kan eveneens de functies van bestuurder, zaakvoerder of vereffenaar van andere vennootschappen uitoefenen, evenals het verlenen van advies, management en andere diensten aan vennootschappen. Deze diensten kunnen geleverd worden krachtens contractuele of statutaire benoemingen en in hoedanigheid van externe raadgever of orgaan van de vennootschap."

Art. 4. De zetel van de vennootschap wordt gevestigd in de gemeente Strassen.

In het geval dat buitengewone gebeurtenissen van politieke of economische orde zieh voordoen of dreigen zieh voor te doen die van aard zijn de normale activiteit op de maatschappelijke zetel of de vlotte communicatie van die zetel met het buitenland te verstoren zal het mogelijk zijn de maatschappelijke zetel tijdelijk naar het buitenland verplaatst te verklaren, tot die abnormale omstandigheden volledig opgehouden hebben.

Een dergelijke beslissing zal geen gevolgen hebben voor de nationaliteit van de vennootschap. De verklaring van zetelverplaatsing zal worden gedaan en ter kennis van derden worden gebracht door het orgaan van de vennootschap dat in de gegeven omstandigheden daarvoor het best geplaatst zal zijn.

Art. 5. Het maatschappelijk kapitaal wordt vastgesteld op honderdvijfenvijftig miljoen negentigduizend en één euro en vijftig cent (155.090.001,50 EUR) vertegenwoordigd door vijfhonderdeenzeventigduizend zeshonderdvijfenvijftig (571.655) aandelen zonder nominale waarde.

De aandelen zijn op naam of aan toonder, naar keuze van de aandeelhouder.

De aandelen van de vennootschap kunnen, naar keuze van de eigenaar, worden uitgegeven in de vorm van effecten die één aandeel vertegenwoordigen of certificaten die meerdere aandelen vertegenwoordigen.

De vennootschap kan eigen aandelen inkopen met inachtneming van de bij wet vastgelegde voorwaarden.

Het maatschappelijk kapitaal kan bepalingen worden verhoogd of verminderd.

Art. 6. De vennootschap wordt bestuurd door een raad van bestuur die samengesteld is uit minstens drie leden, al dan niet aandeelhouders. Mocht echter tijdens een algemene aandeelhoudersvergadering worden vastgesteld dat de vennootschap nog slechts één aandeelhouder heeft, dan kan de samenstelling van de raad van bestuur worden beperkt tot één bestuurder tot de algemene vergadering die volgt op de vaststelling van het bestaan van meer dan één aandeelhouder. In voorkomend geval zal de enige bestuurder beschikken over alle prerogatieven die bij wet en door onderhavige Statuten aan de raad van bestuur toegewezen zijn. Waar in onderhavige Statuten naar de raad van bestuur verwezen wordt, dient men daaronder, naargelang van het geval, 'enige bestuurder' of 'raad van bestuur' te verstaan.

Hun mandaat kan niet langer zijn dan zes jaar, [bepaald] door de algemene aandeelhoudersvergadering, en te allen tijde herroepbaar door deze laatste.

Het aantal van de bestuurders alsook hun bezoldiging en de duur van hun mandaat worden door de algemene aandeelhoudersvergadering bepaald.

Art. 7. De raad van bestuur kiest onder zijn leden een voorzitter.

De raad van bestuur komt bijeen na oproeping door de voorzitter, zo vaak als het belang van de vennootschap het vereist. Hij moet worden bijeengeroepen telkens wanneer twee bestuurders dit vragen.

Art. 8. De raad van bestuur wordt bekleed met de ruimste bevoegdheden om alle daden van bestuur en beschikking te stellen die binnen het kader van het maatschappelijk doel vallen. Hij is bevoegd om alle handelingen te stellen die niet uitdrukkelijk door de wet en onderhavige Statuten aan de algemene vergadering voorbehouden zijn. Na goedkeuring van de commissaris kan de raad interim-dividenden uitkeren met inachtneming van de bij wet vastgestelde voorwaarden.

Art. 9. Ten aanzien van derden is de vennootschap in alle omstandigheden gebonden door de gezamenlijke handtekening van twee bestuurders of, in het geval van een enige bestuurder, door de handtekening van deze laatste, onverminderd de beslissingen die genomen zouden worden wat betreft de ondertekening namens de vennootschap in geval van delegatie van bevoegdheden en mandaten toegekend door de raad van bestuur op grond van artikel 10 van onderhavige Statuten.

Art. 10. De raad van bestuur kan het dagelijks bestuur van de vennootschap alsook de vertegenwoordiging van de vennootschap in het kader van het dagelijks bestuur delegeren aan een of meer afgevaardigd bestuurders.

De raad kan ook de leiding over het geheel of een bepaald gedeelte of bijzondere tak van de activiteiten van de vennootschap aan een of meer bestuurders toevertrouwen en bijzondere volmachten voor welbepaalde activiteiten toekennen aan een of meer gevolmachtigden, al dan niet aandeelhouders, die al dan niet onder de leden van de raad van bestuur gekozen worden.

Art. 11. Rechtszaken, als verzoeker of als verweerder, worden in naam van de vennootschap gevolgd door de raad van bestuur, via zijn voorzitter of een voor deze doeleinden gedelegeerd bestuurder.

Art. 12. Het toezicht op de vennootschap wordt waargenomen door een of meer commissarissen die benoemd worden door de algemene vergadering, die hun aantal en bezoldiging bepaalt, evenals de duur van hun mandaat, die niet niet langer dan zes jaar kan zijn.

Art. 13. De regelmatig samengestelde aandeelhoudersvergadering van de vennootschap zal alle aandeelhouders van de vennootschap vertegenwoordigen. Ze zal de ruimste bevoegdheden hebben om alle handelingen te bevelen, stellen of bevestigen die op de activiteiten van de vennootschap betrekking hebben.

Art. 14. De jaarlijkse algemene vergadering van de aandeelhouders zal plaatsvinden op de maatschappelijke zetel van de vennootschap of op een andere plaats die bepaald zal worden in de oproeping, en dat op de vierde donderdag van de maand juni om 15.00 uur.

Indien die dag een wettelijke feestdag is, zal de jaarlijkse algemene vergadering worden gehouden op de eerstvolgende werkdag.

Het quorum en de termijnen die bij wet opgelegd zijn, zullen voor de oproepingen en het houden van de aandeelhoudersvergaderingen van de vennootschap gelden voor zover in onderhavige Statuten niet anders bepaald is.

Elk aandeel geeft recht op één stem. Elke aandeelhouder zal aan de aandeelhoudersvergaderingen kunnen deelnemen door schriftelijk, per kabel, telegram, telex of fax een andere persoon als zijn mandataris aan te stellen.

Voor zover bij wet niet anders bepaald is, worden de beslissingen van een regelmatig bijeengeroepen aandeelhoudersvergadering genomen met een drievierdemeerderheid van de aandeelhouders die aanwezig zijn en een stem uitbrengen.

De raad van bestuur kan andere door de aandeelhouders te vervullen voorwaarden vastleggen voor deelname aan een aandeelhoudersvergadering.

Indien alle aandeelhouders op een aandeelhoudersvergadering aanwezig of vertegenwoordigd zijn en op voorwaarde dat ze verklaren dat ze de agenda kennen, zal de vergadering kunnen worden gehouden zonder oproeping of voorafgaande publicatie.

Art. 15. Het boekjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december van elk jaar.

Art. 16. Het balansoverschot, na aftrek van sociale lasten en afschrijvingen, vormt de nettowinst van de vennootschap.

Op die winst wordt vijf procent (5%) ingehouden voor de vorming van het wettelijk opgelegde reservefonds; die inhouding is niet langer verplicht wanneer de reserve een tiende van het maatschappelijk kapitaal bereikt heeft, maar moet wel worden hemomen tot de reserve opnieuw volledig gevormd is indien op een bepaald moment en om welke reden ook het reservefonds aangesproken is.

Over het saldo mag de algemene vergadering beschikken.

De uitkering van interim-dividenden is mogelijk met inachtneming van de wettelijke termijnen en voorwaarden.

Art. 17. De vennootschap kan bij beslissing van de algemene vergadering worden ontbonden.

In geval van ontbinding van de vennootschap zal de vereffening worden geregeld door een of meer vereffenaars, natuurlijke

personen of rechtspersonen, die benoemd worden door de algemene vergadering die hun bevoegdheden en bezoldiging bepaalt.

Art. 18. Voor alle punten die in onderhavige Statuten niet gespecificeerd zijn, verwijzen de partijen naar en onderwerpen ze zich aan de bepalingen van de Luxemburgse wet van 10 augustus 1915 betreffende de handelsvennootschappen, daarin begrepen eventuele wetten tot wijziging van die wet.

Référence de publication: 2013068394/730.

(130084460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 mai 2013.

Managed Investors, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 177.344.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the fourteenth of May.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

KBC ASSET Management S.A., with its registered office at L-1616 Luxembourg, 5, Place de la Gare,

here represented by Virginie Janssens, bank employee, with professional address in Luxembourg,

by virtue of a proxy given under private seal.

The proxy given, signed ne varietur shall remain annexed to the document to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, in the capacity in which he act, have requested the notary to state as follows the Articles of Incorporation of a société anonyme:

Title I. Name - Registered office - Duration - Object

Art. 1. Name. An investment company with variable capital under the name MANAGED INVESTORS in the form of a public limited company, hereinafter referred to as 'the Sicav', exists between the subscribers and all those who will become owners of the shares created hereinafter.

Art. 2. Registered office. The registered office of the Sicav is located in Luxembourg. The Sicav may, by simple decision of the Board of Directors, set up subsidiaries or offices both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Should the Board of Directors consider that extraordinary political, military, economic or social events or events of a nature to disrupt the normal activity of the Sicav at its registered office or communication with this registered office or between this registered office and foreign countries have occurred or seem imminent, it may temporarily transfer the registered office abroad until such time as these unusual events have come to an end; however, this provisional measure will have no impact on the nationality of the Sicav, which, notwithstanding this provisional transfer of the registered office, will retain Luxembourg nationality.

The declaration of transfer of the registered office will be made and notified to third parties by one of the bodies of the Sicav with the capacity to bind it for the acts of day-to-day management.

Art. 3. Duration. The Sicav is established for an unlimited period. It may be dissolved by decision of the general meeting of shareholders acting under the same conditions as required for amendment of the Articles of Incorporation.

Art. 4. Object. The exclusive object of the Sicav is to invest the funds at its disposal in transferable securities and other assets authorized by law, for the purpose of spreading the investment risks and of enabling its investors to benefit from the results of the management of its assets. The Sicav may take any measures and engage in any transactions it considers useful in order to accomplish and foster its object within the broadest sense authorized by the Law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds. As an example but not limited to this, the Sicav may at any moment issue securities and other financial instruments not representing the capital of the Sicav, such as debt securities, notes, CDO's.

Title II. Capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Capital shares - Classes of capital shares. The capital of the Sicav will be represented by shares, paid up for at least 5% or as required by law, of no par value and will at all times be equal to the total net assets of the Sicav, determined in accordance with Article 11 below. The minimum capital is that provided for by law, i.e. at present the equivalent of one million, two hundred and fifty thousand euros (1 250 000 EUR).

The initial capital comes to thirty one thousand Euro (31.000,- EUR), divided into thirty one (31) fully paid-up shares of capitalisation class of the Managed Investors Core Satellite Defensive subfund, of no par value. The minimum capital of the Sicav must be attained within a period of twelve months following the authorisation of the Sicav.

The shares to be issued in accordance with Article 7 below may be issued in different classes, as the Board of Directors sees fit. The proceeds from the issue of shares corresponding to a specific class will be invested in transferable securities and other assets authorized by law, according to the investment policy determined by the Board of Directors for the sub-fund (as defined below) established for the class(es) of shares concerned, with due regard for the investment restrictions provided for by law or adopted by the Board of Directors.

The Board of Directors will establish a pool of assets constituting a sub-fund ('Sub-fund'), within the meaning of Article 71 of the Law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds, corresponding to a single class of shares or corresponding to two classes of shares, as described in Article 11 below.

To determine what the capital of the Sicav is, the net assets corresponding to each class of shares, if they are not expressed in euros, will be converted into euros. The capital will be equal to the total net assets of all the classes of shares.

Art. 6. Form of capital shares.

(1) The Board of Directors will determine whether the Sicav will issue bearer, book-entry and/or registered shares. Bearer certificates, if issued, will be issued in the forms laid down by the Board of Directors. In any case, bearer shares will not be materially deliverable, may only be issued in electronic form and may only be held on a depository account with KBC Bank NV, or with any other credit institution within the meaning of Directive 2004/39/EC from which the Sicav has received guarantees which satisfy the directors that this issue or conversion will not result in the possession of these shares by a national of the United States of America or by an investor who does not qualify for share ownership as restricted by the Law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds.

All registered shares issued by the Sicav will be recorded in the register of shareholders to be kept by the Sicav or by one or more persons appointed for this purpose by the Sicav; the registration must state the name of each holder of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Sicav, the number of registered shares he holds and the amount paid for each of these shares.

Ownership of registered shares is established by an entry in the share register.

The Sicav will decide whether a certificate confirming this registration will be delivered to the shareholder or whether the latter will receive written confirmation of his shareholder status.

Registered shares may be issued with up to 4 digits after the figure for the units.

If bearer shares are issued, the registered shares may be converted into bearer shares and the bearer shares may be converted into registered shares at the request of the owner of the shares concerned. The conversion of registered shares into bearer shares will be carried out by cancellation of the registered share certificates, if such certificates have been issued, and by issuing one or more bearer share certificates to replace them, and an entry must be made in the share register recording this cancellation. The conversion of bearer shares into registered shares will be carried out by cancellation of the bearer share certificates and, if appropriate, by issuing registered share certificates to replace them, and an entry will be made in the share register recording this issue. The cost of conversion may be charged to the shareholder by decision of the Board of Directors.

Registered shares issued with digits after the figure for the units can not be converted and are to be redeemed.

Before bearer shares are issued and before registered shares are converted into bearer shares, the Sicav may require guarantees which satisfy the directors that this issue or conversion will not result in the possession of these shares by a national of the United States of America or by an investor who does not qualify for share ownership as restricted by the Law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds.

The share certificates will be signed by two directors. The two signatures may be either handwritten or printed or affixed by means of a signature stamp. However, one of the signatures may be affixed by a person delegated for this purpose by the Board of Directors; in this case, it must be handwritten. The Sicav may issue provisional certificates in forms to be determined by the Board of Directors.

(2) If bearer shares are issued, the transfer of bearer shares will take place through delivery of the corresponding share certificate. The transfer of registered shares will take place

(i) if share certificates have been issued, by remitting the registered share certificate(s) to the Sicav, together with all other transfer documents required by the Sicav, or,

(ii) if no certificates have been issued, by a written declaration of transfer recorded in the share register, dated and signed by the transferor and the transferee or by the agent validly appointed for this purpose. Any transfer of registered shares will be recorded in the share register, with this registration bearing the signature of one or more directors or authorized representatives of the Sicav, or by one or more other persons appointed for this purpose by the Board of Directors.

(3) Any shareholder wishing to obtain registered share certificates must supply the Sicav with an address to which all communication and all information can be sent. This address will also be recorded in the share register.

If a registered shareholder does not supply the Sicav with an address, mention will be made of this in the share register and the address of the shareholder will be considered to be that of the registered office of the Sicav or any other address which may be determined by the Sicav, until such time as another address is communicated to the Sicav by the shareholder. The shareholder may have the address in the share register changed at any time by written declaration sent to the Sicav at its registered office or to any other address selected by the Sicav.

(4) If a shareholder can prove to the Sicav that his share certificate has been lost, damaged or destroyed, a duplicate may be issued at his request on the conditions set and subject to the guarantees required by the Sicav, notably in the form of insurance, without prejudice to any other form of guarantee that the Sicav may require. As soon as the new certificate is issued, marked as a copy, the original certificate will become worthless. The damaged certificates may be cancelled by the Sicav and replaced by new certificates. The Sicav may, as it sees fit, charge to the shareholder the cost of the duplicate or the new certificate and all the expenses reasonably incurred by the Sicav for issuing the replacement certificate and entering it in the share register or destroying the old certificate.

(5) The Sicav only recognizes one shareholder per share. If ownership of the share is joint, fragmented or in dispute, the persons claiming a right to the share will have to appoint a single agent to represent the share in dealings with the Sicav. The Sicav is entitled to suspend the exercise of all rights attached to the share until such a person has been appointed.

(6) The Sicav may decide to issue fractions of shares. A fraction of a share does not confer voting rights but will grant entitlement to a corresponding fraction of the net assets attributable to the class of shares concerned. In the case of bearer shares, only certificates representing full shares will be issued.

Art. 7. Issue of capital shares. The Board of Directors may, at any time and without restriction, issue new shares, either paid up fully or partly, without reserving to former shareholders any pre-emptive right to subscribe to the shares to be issued.

The Board of Directors may restrict the frequency with which shares are issued in a Sub-fund; in particular, the Board of Directors may decide that a Sub-fund's shares will be issued solely during one or more specific periods or at any other intervals, as provided for in the documents of sale for the shares.

When the Sicav offers shares for subscription, the price per share offered will be equal to the net asset value per share of the class concerned, determined in accordance with Article 11 below on the Valuation Day (as defined in Article 12 below), as determined in accordance with the terms and conditions stipulated by the Board of Directors. To this price will be added expenses and fees determined in due course by the Board of Directors and indicated in the documents of sale for the shares. The price arrived at in this way will be payable for a specific period laid down by the Board of Directors, which will not exceed seven business days from the relevant Valuation Day.

The Board of Directors may delegate responsibility to any director, manager, authorized representative or other duly authorized agent for accepting subscriptions, receiving payment of the price of the new shares to be issued and delivering them.

The Sicav may agree to issue shares in exchange for a contribution in kind of securities, with due regard for the requirements laid down by Luxembourg law and in particular the obligation to produce a valuation report by the statutory auditor of the Sicav. This contribution in kind must be made in accordance with the investment policy and restrictions of the Sicav and of the Sub-fund concerned.

Art. 8. Redemption of shares. Any shareholder may request the Sicav to redeem his shares in whole or in part, in accordance with the terms and conditions laid down by the Board of Directors in the documents of sale for the shares and within the limits imposed by law and these Articles of Incorporation.

The redemption price per share will be payable for a period set by the Board of Directors. This period will not exceed seven business days from the relevant Valuation Day, as determined in accordance with any terms and conditions laid down by the Board of Directors, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Sicav, without prejudice to the provisions of Article 12 below. Any request to redeem shares is irrevocable, except if calculation of the net asset value is suspended.

The redemption price will be equal to the net asset value per share of the class concerned, determined in accordance with the provisions of Article 11 below. A fee may be deducted from this net asset value in favour of a distributor of the shares of the Sicav, together with an amount representing the costs and expenses which the Sicav may incur as a result of realizing assets in order to meet requests for redemption (this fee and this amount being determined at the appropriate time by the Board of Directors). This redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency concerned, as specified by the Board of Directors.

Where a request for the redemption of shares causes the number or total net asset value of the shares held by a shareholder in a class of shares to fall below a limit set by the Board of Directors, the Sicav may require this shareholder to redeem all his shares in this class.

In addition, if on a specific date the requests for redemption made in accordance with this Article and the requests for exchanges made in accordance with Article 9 below exceed a certain threshold set by the Board of Directors relating to the number of shares in circulation in a specific class of shares, the Board of Directors may decide that the redemption or exchange of all or some of these shares will be postponed for a period and on the conditions set by the Board of Directors, taking the interests of the Sicav into account. These requests for redemption or exchange will, on the Valuation Day following this period, be given priority over requests made after the Valuation Day concerned.

If, for whatsoever reason, the value of the assets in a Sub-fund has fallen to an amount considered by the Board of Directors to be the minimum threshold below which the Sub-fund can no longer operate in an economically viable manner, the Board of Directors may decide to redeem all the shares in the class(es) of shares concerned at the net asset value per share applicable on the Valuation Day on which the decision takes effect (taking account of the prices and true cost of realizing the investments).

The Sicav will inform the shareholders of the class(es) of shares concerned at least one month before the Valuation Day on which the redemption will take effect. The registered shareholders will be informed in writing. The Sicav will inform the holders of bearer shares by publishing a notice in newspapers selected by the Board of Directors, unless all these shareholders and their addresses are known to the Sicav.

All the shares that are redeemed will be cancelled.

Art. 9. Exchanges of shares. Any shareholder may request that all or some of his shares in one class be exchanged for shares in another class.

The price at which the shares will be exchanged from one class into shares in another will be calculated based on the respective net asset values of the two classes of shares concerned, calculated on the same Valuation Day.

The Board of Directors may impose such restrictions as it considers necessary, in particular with regard to the frequency and the terms and conditions of the exchanges, and it may make them subject to charges in an amount that will be determined by the Board.

If an exchange of shares reduces the number or the total net asset value of the shares held by a shareholder in a specific class to below a limit set by the Board of Directors, the Sicav may require this shareholder to exchange all his shares in this class.

The shares that have been exchanged for shares in another class will be cancelled.

Art. 10. Restrictions on share ownership. Share ownership is reserved to one or several well-informed investors as described by the Law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds.

In addition, the Sicav may restrict or prevent any person, firm or company from holding its shares if, in the opinion of the Sicav, this would be detrimental to the Sicav, if it violated Luxembourg or foreign law or regulations or if it resulted in the Sicav being subject to law (including but not confined to tax law) other than Luxembourg law.

Art. 11. Calculation of the net asset value of the shares. The net asset value per share of each class of shares will be expressed in the reference currency (as defined in the documents of sale of the shares) of the Sub-fund concerned and will be calculated on the Valuation Day (as defined in the documents of sale of the shares) by dividing the net assets of the Sicav corresponding to each class of shares - comprising the pool of assets less the pool of liabilities attributable to this class of shares on the Valuation Day concerned - by the number of shares in this class in circulation at that time, in accordance with the Valuation Rules described below. The net asset value per share arrived at in this way may be rounded up or down to the nearest unit of the currency concerned, as determined by the Board of Directors. If, subsequent to the date on which the net asset value was calculated, a substantial change occurs in prices on the markets on which a substantial proportion of the Sicav's investments attributable to the class of shares concerned are traded or listed, the Sicav may cancel the first valuation and carry out a second valuation with a view to safeguarding the interests of the shareholders as a whole and of the Sicav.

The net asset value of the various classes of shares will be calculated as follows:

I. The assets of the Sicav will comprise:

- 1) all cash in hand or on deposit, including interest due or accrued;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds from the sale of securities, the price for which has not yet been received);
- 3) all securities, units, shares, bonds, subscription rights, warrants and other transferable securities, financial instruments and other assets belonging to the Sicav (the Sicav may however make adjustments that are not in contradiction with paragraph (a) below in the light of fluctuations in the market value of the transferable securities as a result of practices such as ex dividend transactions or similar procedures);
- 4) all dividends in cash or shares and all payments receivable by the Sicav in cash in so far as the Sicav can reasonably know of them;
- 5) all interest due or accrued on the assets belonging to the Sicav, unless such interest is included or reflected in the price of these assets;
- 6) the preliminary expenses of the Sicav, including the costs of issuing and selling the shares of the Sicav, in so far as these have not been written off;
- 7) all other assets of any kind held by the Sicav, including prepaid expenses.

The value of the assets will be determined as follows:

(a) The value of the cash in hand or on deposit, of bills and demand notes payable and accounts receivable, pre-paid expenses, dividends and interest declared or accrued but not yet received, will be the nominal amount thereof. If, however, it is unlikely that the full amount will be received, the value will be arrived at by applying a discount the Sicav considers appropriate to reflect their true value.

(b) The value of all securities that are traded or quoted on a stock exchange will be based on the latest available price.

(c) The value of all securities that are traded on another regulated exchange is based on their latest available published price.

(d) If securities held in the portfolio are not traded or quoted on a stock exchange or other regulated market or if the price of securities quoted or traded on such an exchange or such other market determined in accordance with (b) or (c) above is not representative of their true value, these securities will be valued on the basis of their foreseeable realization value, which will be determined prudently and in good faith.

(e) The value of the shares or units held in other UCIs will be based on the last known net asset value.

(f) The valuation of the swaps used must take place using the following method:

- Cash flows received by the Sicav (future flows generated by the portfolio of bonds and the investment of liquid assets) and paid by the latter to the counterparty under the swaps must be discounted on the Valuation Day at the zero-coupon swap rate corresponding to the maturity of each flow.

- The flows paid by the counterparty to the Sicav for each annual dividend payment or on maturity (i.e. the amounts to be paid on the maturity date of each reference period) will be discounted on the Valuation Day at the zero-coupon swap rate corresponding to the maturity of this flow.

- The value of the swaps results from the difference between these two discounting operations.

- The asset value of the Sub-fund will therefore be equal to the market value of the portfolio of bonds and liquid assets plus (or minus) the value of the swaps.

- As the amount corresponding to the change in value of the Index or Basket is uncertain, the market bases itself, when valuing these payment flows (calculation of the asset value), on a commonly used pricing method that takes account of different elements such as the volatility of the Index or Basket, the interest rate, the average dividend rate of the Index or of the Basket and the level of the latter. It is therefore a valuation of the foreseeable amount that will be paid under the swap by the Counterparty to the Sicav when the Sub-fund reaches Maturity. All other assets will be valued on the basis of their foreseeable realization value, which will be estimated prudently and in good faith.

The value of all the assets and liabilities not expressed in the reference currency of the Sub-fund will be converted into the reference currency of the Sub-fund at the last known exchange rate set by one of the largest banks. If these rates are not available, the exchange rate will be determined prudently and in good faith by and in accordance with the procedures laid down by the Board of Directors.

The Board of Directors may, at its sole discretion, allow any other valuation method to be used, if it deems that this would better reflect the probable realization value of an asset held by the Sicav.

II. The liabilities of the Sicav will comprise:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all interest accrued on the Sicav's borrowings (including loan commitment fees);
- 3) all accrued or payable expenses (including administrative charges, advisory and management fees, performance fees, custodian fees and fees payable to agents of the Sicav);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or in kind, including the amount of unpaid dividends declared by the Sicav;
- 5) an appropriate provision for future taxes on capital and income accrued on the Valuation Day concerned, as established at periodic intervals by the Sicav, and, if appropriate, any other reserves authorized and approved by the Board of Directors, as well as a provision (if necessary) which the Board of Directors considers adequate to cope with any potential liability of the Sicav;
- 6) any other liabilities of whatever nature of the Sicav, stated in accordance with generally accepted accounting rules.

For the purposes of valuing such liabilities, the Sicav will take account of all expenses to be borne by it, including, without limitation, its incorporation expenses, the fees payable to the investment managers or advisers, including performance-related fees, the expenses and fees payable to the custodian and its correspondent banks, domiciliary and administrative agents, registrar and transfer agents, all the paying agents, distributors and permanent representatives in those places where the Sicav is subject to a registration requirement, as well as to any other employee of the Sicav, directors' emoluments and any expenses they might reasonably incur, the cost of insurance and reasonable travel expenses of the board of directors, legal expenses and the expense of having the Sicav's annual financial statements audited, the cost of registration declarations made to government authorities and stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg or elsewhere, publicity expenditures including, but not confined to, the cost of producing, printing and distributing the prospectus, periodic reports and registration declarations, the cost of shareholder reports, all taxes and levies by the government authorities and similar taxes, all other operating expenses, including the cost of acquiring and disposing of assets, interest, financial, banking and broker's charges, postage, telephone and telex expenses. The Sicav can take administrative and other expenses into account that are regular or periodic in nature by making an estimate for the year or any other period.

III. Division into Sub-funds:

Within each Sub-fund, the Board of Directors may create different classes and/or sub-classes which can be characterized by their distribution policy (distribution shares, capitalization shares), their reference currency, their level of fees or by any other characteristic the Board of Directors may decide upon. A distribution share will grant entitlement to dividends, whilst a capitalization share will not grant entitlement to dividends but rather to an increase in the percentage of the net assets of this Sub-fund attributable to this class of share.

Where several classes and/or sub-classes are formed within a Sub-fund, all the provisions of these Articles of Incorporation applicable to the Sub-funds apply mutatis mutandis to each of the classes and/or sub-classes. Where necessary, the term 'class' shall also refer to the term 'sub-class'.

- a) The proceeds from the issue of shares in one class of shares will be allocated in the books of the Sicav to the Sub-fund set up for this class of shares and, if appropriate, the corresponding amount will be added to the proportion of the net assets of this Sub-fund attributable to the class of shares to be issued, and the assets, liabilities, income and expenditure

relating to the class(es) in question will be allocated to the corresponding Sub-fund, in accordance with the provisions of this Article.

b) Where an asset is derived from another asset, the latter asset will be allocated, in the Sicav's books, to the same Sub-fund as the asset from which it is derived and each time an asset is valued, the increase or decrease in value will be allocated to the corresponding Sub-fund.

c) Where the Sicav bears a liability which is attributable to an asset of a specific Sub-fund or to an operation carried out in relation to the assets of a specific Sub-fund, this liability will be allocated to this Sub-fund.

d) Where an asset or a liability of the Sicav cannot be allocated to a specific Sub-fund, this asset or liability will be allocated to all the Sub-funds in proportion to the net asset value of the classes of shares concerned or in any other manner that the Board of Directors will, prudently and in good faith, decide upon.

e) Following the dividend distributions to the holders of one class of shares, the net value of this class of shares will be reduced by the amount of these distributions.

To determine the net asset value per share, the net asset value attributable to each class of shares will be divided by the total number of shares of the class of shares in question, issued and in circulation on the Valuation Day concerned, in accordance with the valuation rules described above or, in all cases they do not cover, in a manner considered by the Board of Directors to be fair and equitable. All these rules governing valuation and sales will be interpreted in accordance with and will conform to generally accepted accounting principles.

Provided there is no bad faith, negligence or obvious error, any decision taken when the net asset value is calculated by the Board of Directors or by a bank, company or other organization that the Board of Directors may designate for the purposes of calculating the net asset value ('the delegate of the Board of Directors') will be definitive and will be binding on the Sicav and the present, former and future shareholders.

IV. For the purposes of this Article:

1) The shares being redeemed by the Sicav in accordance with Article 12 above will be considered as shares issued and existing until immediately after the time, set by the Board of Directors, on the Valuation Day on which such a valuation is made and, from that time and until the price has been paid, will be considered as a liability of the Sicav;

2) The shares to be issued by the Sicav will be treated as being created from the time, set by the Board of Directors, on the Valuation Day on which such a valuation is made and, from that time, will be treated as a claim of the Sicav until the price has been paid;

3) all investments, cash balances and other assets of the Sicav expressed in a currency other than that in which the net asset value of the share class concerned is calculated will be valued taking account of the exchange rates in force on the market on the date the net asset value of the shares is determined; and

4) on each Valuation Day when the Sicav has concluded a contract for the purpose:

- of acquiring an asset, the amount payable for this asset will be considered as a liability of the Sicav, whilst the value of this asset will be considered as an asset of the Sicav;

- of selling any asset, the amount receivable for this asset will be considered as an asset of the Sicav and this asset to be delivered will no longer be included in the assets of the Sicav;

with the reserve that if the precise value or nature of this counterpart or this asset is not known on the Valuation Day, its value will be estimated by the Sicav.

Art. 12. Frequency and suspension of the calculation of the net asset value per share for issues, Redemptions and Exchanges of shares. For each class of shares, the net asset value per share and the issue, redemption and exchange price of the shares will be determined periodically by the Sicav or by its agent appointed for this purpose at the frequency decided by the Board of Directors, such day and time of calculation ('Valuation Day') as described in the offering documents of the Sicav

The Sicav may suspend calculation of the net asset value per share of a specific class and the issue and redemption of shares, as well as the exchange of shares in one class into shares of another class from time to time, such as but not limited hereto, when one of the following circumstances arises:

a) during any period when one of the principal stock markets or other markets on which a material proportion of the investments of the Sicav that can be attributed to this class of share is quoted, is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings on these markets are restricted or suspended, on condition that this closure, restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Sicav that are quoted there, or;

b) during any emergency that makes it impossible for the Sicav to dispose of or value its assets that are attributable to a given class of shares;

c) during any breakdown in the means of communication or calculation necessary to determine the price or value of the investments attributable to a class of shares or the stock market prices or values of the assets of any class of shares;

d) if for any other reason the prices or values of the Sicav's investments attributable to a given class of shares cannot be determined rapidly and precisely;

e) during any period when the Sicav is unable to repatriate funds for the purpose of making payments to redeem shares in a given class or when the Board of Directors deems that transfer of funds for the realization or purchase of investments or for payments due for the redemption of shares cannot be effected at normal exchange rates;

f) following publication of a convening notice for a general meeting of shareholders for the purpose of passing a resolution to wind up the Sicav.

Such suspension will be notified by the Sicav to shareholders having submitted an application for subscription, redemption or the exchange of shares for which calculation of the net asset value has been suspended.

Any such suspension concerning one class of shares will have no impact on the calculation of the net asset value or the issue or redemption price or the price for exchanging shares in another class of shares.

Title III. Administration and Supervision

Art. 13. Directors. The Sicav will be administered by a Board of Directors composed of at least three members, who may or may not be shareholders. The term of office of directors is a maximum of six years.

The directors are appointed by the general meeting of shareholders, which will determine their number, emoluments and the length of their term of office.

The directors are elected by a majority of the expressed votes attached to shares that are present or represented.

Any director may be dismissed with or without reason or be replaced at any time by resolution of the general meeting of shareholders. Should the post of director become vacant, the remaining directors may fill it provisionally; in this case, the general meeting will hold the definitive election at its next meeting.

Art. 14. Meetings of the Board of Directors. The Board of Directors will elect a chairman and may elect one or more deputy chairman from among its members. It may also appoint a secretary, who is not required to be a director, to draw up the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the general meetings of shareholders. The Board of Directors will meet when convened by the chairman or two directors at the place indicated in the convening notice.

The chairman will chair the meetings of the Board of Directors and the general meetings of shareholders. In his absence, the general meeting or the Board of Directors will designate, by majority, another director and, in the case of a general meeting, any other person to chair these meetings.

Where necessary, the Board of Directors will appoint managers or other authorized representatives including a general manager, assistant general managers and all other managers and authorized representatives, whose functions are considered necessary to carry through the business of the Sicav to a successful conclusion.

Such appointments may be revoked at any time by the Board of Directors. The managers and authorized representatives are not required to be directors or shareholders of the Sicav. Unless otherwise provided for in these Articles of Incorporation, the managers and authorized representatives will have the powers and responsibilities assigned to them by the Board of Directors.

The directors will be informed by written notice of all meetings of the Board of Directors at least seven days before the date scheduled for the meeting, unless there is an emergency, in which case the nature and reasons for this emergency will be stated in the convening notice. This convocation may be bypassed on the agreement of each director by letter or by cable, telegram, telex, fax or any other similar means of communication. No special convening notice will be required for a meeting of the Board of Directors held at a time and place specified in a resolution previously adopted by the Board of Directors.

Any director may have himself represented at a meeting of the Board of Directors by designating another director as his proxy by letter or by cable, telegram, telex, fax or any other similar means of communication. A director may represent several of his colleagues.

Any director may take part in a meeting of the Board of Directors by telephone conference or other similar means of communication when all the persons taking part in this meeting can hear one another. Participating in a meeting by these means is equivalent to personally attending such a meeting.

A meeting of the Board of Directors may also be held by means of video conference or by ways of telecommunication.

The directors may act only within the framework of duly convened meetings of the Board of Directors. No director may bind the Sicav through his sole signature unless specifically authorized to do so by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors may deliberate and act validly only if at least the majority of the directors, or any other quorum which the Board of Directors may lay down, are present or represented.

The decisions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts from these minutes intended for use in the courts or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or by two directors.

The decisions are taken by a majority of the votes of the directors present or represented. If, during a meeting of the Board of Directors, votes for and against a decision are tied, the chairman will have the casting vote.

The Board of Directors may adopt resolutions unanimously by circular, by expressing their approval by means of one or more letters or by cable, telegram, telex, fax or any other similar means of communication, to be confirmed in writing, with all this documentation constituting the minutes evidencing the decision taken.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is entrusted with the widest powers to direct and manage the affairs of the company and to carry out the acts of disposition and administration covered by the object of the Sicav, subject to compliance with the investment policy as set out under Article 18 below.

All powers not expressly reserved to the general meeting by law or by these Articles of Incorporation, come within the competence of the Board of Directors.

Art. 16. Commitment of the Sicav vis-à-vis third parties. The Sicav will be validly bound where third parties are concerned through the joint signatures of two directors or by the sole signature or joint signatures of any person(s) to whom such powers of signature have been delegated by the Board of Directors.

Art. 17. Delegation of powers. The Board of Directors of the Sicav may delegate the powers concerning the day-to-day management of the investments of the Sicav (including the right of signature) and the representation of the Sicav regarding this management to one or more individuals or legal persons who are not required to be directors of the Sicav, who will have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors authorizes them to do so, sub-delegate their powers, subject to compliance with the provisions of Article 60 of the Law on Commercial Companies of 10 August 1915, as amended.

The Board of Directors may also confer all special mandates by power of attorney executed before a notary public or by private agreement.

Art. 18. Investment policy and Restrictions. The Board of Directors, applying the principle of the spreading of risks, has the power to set investment policy and the rules of conduct to be followed in the administration of the Sicav, subject to the investment restrictions provided for by law and by regulations or those adopted by the Board of Directors for the investments of each Sub-fund.

Art. 19. Investment adviser. The Sicav may call on the services of one or more investment advisers who will provide the Sicav with recommendations and advice on the investments to be made under the investment policy.

Art. 20. Conflicts of interests. No contract or transaction that the Sicav might conclude with other companies or firms may be affected or invalidated by the fact that one or more directors, managers or authorized representatives of the Sicav have an interest of any kind in such a company or firm or by the fact that they are directors, partners, managers, authorized representatives or employees thereof.

The director, manager or authorized representative of the Sicav who is a director, manager, authorized representative or employee of a company or firm with which the Sicav concludes contracts or with which it is in another business relationship will not thereby be deprived of the right to deliberate, to vote and to act with regard to matters relating to such contracts or such business.

If a director, manager or authorized representative has a conflict of interests with the Sicav in any of the latter's affairs, this director, manager or authorized representative must inform the Board of Directors of this conflict of interest and he will not discuss and will not take part in voting on this matter. This must be reported to the next general meeting of shareholders.

The term 'conflict of interests' as used in the previous paragraph will not apply to any relationship or interest which may exist in any way, in any capacity or on any grounds whatsoever, concerning the custodian, KBL European Private Bankers S.A., its affiliated and associated companies or concerning any person, company or legal entity which the Board of Directors may specify at its sole discretion.

Art. 21. Indemnification of the directors. The Sicav may indemnify any director, manager or authorized representative, his heirs, executors and other beneficiaries for expenses reasonably incurred in any action or legal proceedings in which he has been involved in his capacity of director, manager or authorized representative of the Sicav or for having held the post, at the Sicav's request, of director, manager or authorized representative of any other company of which the Sicav is a shareholder or creditor and by which he has not been indemnified, unless in such actions or legal proceedings he is ultimately found guilty of serious negligence or poor administration. In the event of an out-of-court settlement, such indemnification will be granted only if the Sicav is informed by its legal counsel that the director, manager or authorized representative in question is not guilty of a dereliction of duty. The right to indemnification will not exclude other individual rights of the director, manager or authorized representative.

Art. 22. Supervision of the Sicav. The accounting information contained in the annual report drawn up by the Sicav will be checked by an auditor appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Sicav.

The statutory auditor will perform all the duties provided for by the Law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds.

Title IV. General meetings - Financial year - Dividends

Art. 23. General meetings of shareholders of the Sicav. The general meeting of shareholders of the Sicav represents all the shareholders of the Sicav. The resolutions passed are binding on all shareholders, irrespective of the class of shares they hold. It has the widest powers to order, pass or ratify all the acts relating to the operations of the Sicav.

The general meeting of shareholders is convened by the Board of Directors. It may also be convened on the request of shareholders representing at least one fifth of the capital of the Sicav.

The annual general meeting will be held, according to Luxembourg law, in the city of Luxembourg, at the venue indicated in the convening notice, on the third Thursday in June at 2.30 pm. If this day is a public or bank holiday in Luxembourg, the general meeting will be held on the following business day. Other general meetings of shareholders may be held at the time and place specified in the convening notice.

The shareholders will meet when convened by the Board of Directors following notification setting out the agenda, sent at least eight days before the meeting to each registered shareholder at the address listed in the register of shareholders; however, it is not necessary to provide proof to the meeting that these notices have been served on the registered shareholders. The agenda is drawn up by the Board of Directors, except where the meeting is convened on the written request of shareholders as provided for by law, in which case the Board of Directors may draw up a supplementary agenda.

If bearer shares have been issued, notices will also be published, as required by the law, in the Mémorial, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, in one or more Luxembourg daily newspapers and in other daily newspapers selected by the Board of Directors. If all the shares are registered and if no publications are made, the convening notices can be addressed to the shareholders by registered letter only.

Whenever all the shareholders are present or represented and they declare that they consider themselves to be duly convened and to have had prior knowledge of the agenda submitted for their deliberation, the general meeting can be held without convening notice.

The Board of Directors may lay down any other conditions to be met by the shareholders to be able to take part in the general meetings. The business handled during a meeting of shareholders will be confined to the items included on the agenda (which will include all the matters required by law) and to business relating to these items.

Each share, irrespective of its class, carries entitlement to one vote, in accordance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. A shareholder may have himself represented at any meeting of shareholders by a proxy who is not required to be a shareholder and may be a director, by conferring powers on him in writing.

Unless otherwise provided for by law or these Articles of Incorporation, the decisions of the general meeting are taken by a simple majority of the votes of the shareholders present or represented.

Art. 24. General meetings of shareholders of a Sub-fund. The shareholders of the class(es) of shares issued in a Sub-fund may hold general meetings from time to time for the purpose of discussing subjects relating solely to this Sub-fund.

The provisions of Article 23 apply mutatis mutandis to these general meetings.

Each share carries entitlement to one vote, in accordance with Luxembourg law and these Articles of Incorporation. The shareholders may attend these meetings in person or be represented by a proxy who is not required to be a shareholder, by conferring powers on him in writing.

Unless otherwise provided for by law or these Articles of Incorporation, the decisions of the general meeting of shareholders of a Sub-fund are taken by simple majority of the votes of the shareholders present or represented.

Any decision by the general meeting of shareholders of the Sicav affecting the rights of the shareholders of a specific class in relation to the rights of the shareholders of another class will be subject to a decision of the shareholders of the class(es) concerned, in accordance with Article 68 of the Luxembourg Law on Commercial Companies of 10 August 1915, as amended.

Art. 25. Cancellation of classes of shares. Without prejudice to the powers conferred on the Board of Directors by these Articles of Incorporation, the general meeting of shareholders of a Sub-fund may, on a proposal by the Board of Directors:

(i) reduce the capital of the Sicav through the cancellation of the shares issued in this Sub-fund and reimburse to the shareholders the net asset value of their shares (taking account of the costs and expenses incurred in the realization of the investments), calculated on the Valuation Day on which such a decision is to take effect, and

(ii) decide to cancel the shares issued in this Sub-fund and to allocate shares to be issued in another Sub-fund, subject to the approval by the general meeting of shareholders of this other Sub-fund, on the understanding that, for the period of one month from these general meetings, the shareholders of the Sub-funds concerned will be entitled to request that all or some of their shares be redeemed at the net asset value per share in effect (without deduction of a redemption fee).

At the general meetings of shareholders of the Sub-funds concerned, no quorum is required and resolutions can be passed by a simple majority of the votes of the shareholders present or represented at these meetings.

In all cases, the shareholders of the Sub-fund whose shares are to be cancelled will be informed of the decision of the general meeting one month prior to it taking effect by a notification sent to the address listed in the register of shareholders and published in the Mémorial, the D'Wort and any other daily newspaper selected by the Board of Directors.

Art. 26. Financial year. The financial year of the Sicav starts on 1 January of each year and ends on 31 December of the following year. The first financial year will start on May 14, 2013 and will end on 31 December 2013.

Art. 27. Dividends. Within the legal limits, on a proposal by the Board of Directors, the general meeting of shareholders of the class(es) of shares issued in a Sub-fund will decide on the allocation of the results of this Sub-fund and may periodically declare dividends, or authorize the Board of Directors to do so.

For each class of shares carrying entitlement to a dividend, the Board of Directors may decide to pay interim dividends, with due regard for the conditions provided for by law.

For the registered shares, the payment of any dividend will be made to the address listed in the share register and, for the bearer shares, on presentation and delivery of the coupon to the agent(s) appointed by the Sicav for this purpose.

The Board of Directors may decide to distribute dividends in the form of shares instead of cash, with due regard for the terms and conditions set by the Board of Directors.

Any declared dividend that has not been claimed by the beneficiary within five years of allocation is no longer claimable and will accrue to the Sub-fund corresponding to the class(es) of shares concerned.

No interest will be paid on a dividend declared by the Sicav which it holds at the disposal of the beneficiary.

Title V. Final provisions

Art. 28. Custodian. To the extent required by law, the Sicav will conclude a custodian contract with a credit institution within the meaning of the Law of 5 April 1993 on the financial sector (the 'Custodian').

The Custodian will have the powers and responsibilities provided for by the Law of 13 February 2007 relating to specialized investment-funds.

Art. 29. Winding-up of the Sicav. The general meeting, acting under the conditions of quorum and majorities provided for in these Articles of Incorporation, may decide to dissolve the Sicav at any time.

Should the capital of the Sicav fall below two thirds of the minimum capital, as established in Article 5 of these Articles of Incorporation, the Board of Directors must likewise submit the question of the dissolution of the Sicav to the general meeting, for which no quorum is prescribed and at which decisions will be taken by a simple majority of the expressed votes attached to the shares present or represented at the meeting.

Should the capital of the Sicav fall below one quarter of the minimum capital, as established in Article 5 of these Articles of Incorporation, the Board of Directors must also submit the question of the dissolution of the Sicav to the general meeting, for which no quorum is prescribed; the dissolution may in this case be resolved by shareholders holding one quarter of the shares represented at the meeting.

The meeting is to be so convened that it takes place within forty days from the date on which it is established that the net assets of the Sicav have fallen below two thirds or one quarter, as the case may be, of the minimum capital.

In the event that the Sicav is wound up, liquidation will be carried out by one or more liquidators (individuals or legal persons), who will be appointed by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their remuneration.

The net proceeds of the liquidation of each Sub-fund will be distributed to the shareholders in proportion to the number of shares held in the Sub-fund concerned.

Amounts not claimed by the shareholders at the time liquidation is terminated will be held in escrow by the Caisse de Consignations (Consignment Office) in Luxembourg. Amounts not claimed from escrow within the legally prescribed period (30 years) will be forfeit.

The Board of Directors of the Sicav may decide to wind up one or more Sub-funds in cases such as but not limited hereto:

- if the net assets of the Sub-fund(s) concerned fall below the minimum capital required by law;
- if economic and/or political circumstances change.

The decision to wind up a Sub-fund must be published according to the relevant publication rules. In particular, information must be given on the reasons for and the terms and conditions of the winding up.

Unless the Board of Directors decides otherwise, the Sicav may, pending the execution of the decision to wind up a Sub-fund, continue to redeem the shares of the Sub-fund which it has been decided to liquidate. For these redemptions, the Sicav must use the net asset value arrived at by taking into account the liquidation expenses, but without deducting a redemption fee or any other amount. The activated formation expenses are to be amortized in full by the Sub-fund concerned as soon as the decision to wind up the Sub-fund is taken.

Amounts which it has not been possible to distribute to the beneficiaries by the date liquidation of the Sub-fund(s) is terminated may be deposited with the Custodian for a period of no more than 6 months from that date. After that period, the assets must be deposited at the Caisse de Consignations (Consignment Office) in favour of the beneficiaries.

In the same circumstances as described here above, the Board of Directors may decide to close a Sub-fund by contribution to another Sub-fund of the Sicav or by merger with another undertaking for collective investment. Such a merger may also be decided by the Board of Directors if it is in the interests of all the shareholders of the Sub-fund concerned.

This decision will be published in the manner described in the previous paragraph and, in addition, the announcement will contain information concerning the absorbing Sub-fund or, where appropriate, the other undertaking for collective

investment. This publication will be made one month before the date on which the merger becomes effective in order to allow shareholders to apply for the redemption of shares, free of charge, before the merger takes effect.

The merger decision will be binding on all shareholders who have not applied to redeem their shares after a period of one month. In the case of a merger with another undertaking for collective investment in the form of a common fund, the merger will be binding only on the shareholders of the Sub-fund concerned who have expressly accepted the merger.

The decision to liquidate or merge a Sub-fund in the circumstances and in the manner described in the previous paragraphs may also be taken by a meeting of shareholders of the Sub-fund to be liquidated or merged, which will deliberate without quorum requirements and pass resolutions on liquidation or merger by simple majority of the shareholders present or represented at the meeting. In the case of a merger, there will be a one-month period of notice following the decision by the meeting of shareholders during which the shareholders will be able to redeem their shares free of charge.

The merger of a Sub-fund with another, foreign, undertaking for collective investment is only possible with the unanimous agreement of all the shareholders of the Sub-fund concerned or on condition that only the shareholders having approved the operation will be transferred.

Art. 30. Amendment of the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended by a general meeting of shareholders acting under the conditions of quorum and majority required by the Law on Commercial Companies of 10 August 1915, as amended.

Art. 31. Declaration. Any references to the masculine gender, also refer to the feminine gender; the words 'persons' or 'shareholders' also cover companies, associations and any other group of persons whether or not constituted in the form of a company or association.

Art. 32. Governing law. For all the points not specified in these Articles of Incorporation, the parties will refer to and comply with the provisions of the Law on Commercial Companies of 10 August 1915 and the Law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as these laws have been or will be amended.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in articles 26, 26-3 and 26-5 of the law of 10 August 1915 on commercial companies expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses which shall be borne by the Corporation as a result of its constitution are estimated at approximately EUR 2,500.-

Subscription and Payment

The capital was subscribed and paid in as follows:

Shareholder number	Subscribed capital	Paid up of shares
KBC Asset Management S.A.	31.000 EUR 100%	31

All shares were fully paid, evidence of which is given to the undersigned notary.

Resolution of the sole shareholder

The above named party, representing the whole of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

I. The following persons are elected as members of the Board of Directors:

- Wouter Vanden Eynde, born in Leuven (Belgium), on 24/04/1954, with professional address in Havenlaan 2, 1080 Brussels, Belgium,
- Jan Seynhaeve, born in Kortrijk (Belgium), on 21/04/1963, with professional address in Havenlaan 2, 1080 Brussels, Belgium,
- Karel De Cuyper, born in Bruges (Belgium), on 15/12/1959, with professional address in 5, Place de la Gare, L-1616 Luxembourg,
- Lazlo Belgrado, born in Brussels (Belgium), on 30/09/1972, with professional address in 5, place de la Gare, L-1616 Luxembourg.

The term of office of the directors will expire after the annual General Meeting of the year 2015.

II. The following person is elected as external auditor:

Deloitte Audit, société à responsabilité limitée, having its registered office in L-2220 Luxembourg, 560, rue de Neudorf.

The term of office of the external auditor will expire after the annual General Meeting of the year 2014.

III. The registered office is fixed in L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded only in English.

Whereof the present notary deed is drawn in Luxembourg, on the date stated above.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, the proxyholder of the appearing parties signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: V. JANSSENS et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 mai 2013. Relation: LAC/2013/22326. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 23 mai 2013.

Référence de publication: 2013066341/630.

(130081503) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2013.

AC, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 19. April 2013, für den Fonds AC wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 27. Mai 2013.

Alceda Fund Management S.A.

Référence de publication: 2013066672/10.

(130082801) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

SK Invest, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 01. April 2013, für den Fonds SK Invest wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 27. Mai 2013.

Alceda Fund Management S.A.

Référence de publication: 2013066673/10.

(130082802) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

EDG Klimaschutzfonds, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 26. April 2013, für den Fonds EDG Klimaschutzfonds wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 27. Mai 2013.

Alceda Fund Management S.A.

Référence de publication: 2013066671/10.

(130082800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

Grand City Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.

R.C.S. Luxembourg B 165.560.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-sixth day of April.

Before M^e Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, (Grand Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

Me Eyal GRUMBERG, lawyer, residing professionally in Luxembourg, acting as the representative of the board of directors of the public limited company "Grand City Properties S.A.", with registered office in L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong, registered at the Companies and Trade Register of Luxembourg ("Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg), section B, number 165.560, pursuant to a power given by the board of directors of the said company in their meetings of October 5th and 15th, 2012 and April 23rd, 2013.

The copies of the minutes of these meetings, after having been signed "ne varietur" by the appearing person and the notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

The appearing person, acting as said before, has required the undersigned notary to state his declarations as follows:

1. The company "Grand City Properties S.A." has been incorporated by deed of M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, on the 16th of December 2011, published in the Mémorial C number 287 on the 2nd of February 2012.

2. The subscribed capital of the company is fixed at six million three hundred eighty thousand Euro (6,380,000.- EUR) represented by sixty three million eight hundred thousand (63,800,000) shares of a par value of ten Cents (0.10 EUR) each.

3. Pursuant to article 5 of the articles of association, the authorized capital is set at twenty million euro (20,000,000.- EUR).

The board of directors is authorized to increase in one or several times the subscribed capital in the limits of the authorized capital at the terms and conditions which he will fix and to suppress or limit the preferential subscription right of the existing shareholder.

4. In its meetings dated October 5th and 15th, 2012 and April 23rd, 2013, the board of directors of the said company has decided to increase the capital by five thousand Euro (5,000.- EUR), so as to raise the capital from its present amount of six million three hundred eighty thousand Euro (6,380,000.- EUR) to six million three hundred eighty-five thousand Euro (6,385,000.- EUR) by the creation and the issue of fifty thousand (50,000) new shares with a par value of ten Cents (0.10 EUR) each.

- That the subscription and full payment of the fifty thousand (50,000) new shares has been made as detailed in the minutes of the Board of Directors, of which a copy shall remain attached hereto.

Payment

The new shares have been fully paid up in kind by converting the convertible bonds issued on October 5th and 15th 2012, for a total amount of two hundred thousand Euro (200,000.- EUR) of which five thousand Euro (5,000.- EUR), are allotted to the corporate share capital and the balance of one hundred ninety-five thousand Euro (195,000.- EUR) is allotted to the premium account for conversion of bonds into shares.

Report of the auditor

These contributions were, in application of article 26-1 of the law on commercial companies, controlled by a report of an independant auditor, namely, KPMG Luxembourg S.à r.l., «cabinet de réviseur d'entreprises agréé», under the signature of Alison Macleod, independant auditor, who concluded the following:

«Based on the work performed, nothing has come to our attention that causes us to believe that the valued of the Bonds does not correspond at least to the nominal value of the shares which would be issued if the Bonds were to be converted into share at the date of issuance of the Bonds.»

5. As a consequence of such increases of capital, the first paragraph of Article 5 of the articles of association is amended and now reads as follows:

Art. 5. (first paragraph). The subscribed capital of the Company is fixed at six million three hundred eighty-five thousand Euro (6,385,000.- EUR) represented by sixty three million eight hundred fifty thousand (63,850,000) shares of a par value of ten Cents (0.10 EUR) each.»

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at EUR 1,550.-.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that at the request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by an French version; at the request of the same appearing person, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version will prevail.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-six avril.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

M^e Eyal GRUMBERG, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire spécial au nom et pour compte du conseil d'administration de la société anonyme "Grand City Properties S.A.", avec siège social à L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de

Luxembourg, section B numéro 165.560, en vertu d'un pouvoir qui lui a été conféré par le conseil d'administration de ladite société en ses réunions du 5 et du 15 octobre 2012, du 23 avril 2013.

Copies des procès-verbaux de ces réunions, après avoir été signées "ne varietur" par le comparant et le notaire, resteront annexées au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Lequel comparant, agissant comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter ses déclarations comme suit:

1. La société anonyme "Grand City Properties S.A." a été constituée suivant acte reçu par Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg en date du 16 décembre 2011, publié au Mémorial C numéro 287 du 2 février 2012.

2. Le capital souscrit de la société est fixé à six millions trois cent quatre-vingts mille euros (6.380.000,- EUR), représenté par soixante-trois millions huit cent mille (63.800.000) actions d'une valeur nominale de dix Cents (0,10 EUR) chacune.

3. Conformément à l'article cinq des statuts, le capital autorisé est fixé à vingt millions d'euros (20.000.000,- EUR).

Le conseil d'administration est autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé aux conditions et modalités qu'il fixera et à supprimer ou limiter le droit préférentiel de souscription des anciens actionnaires.

4. En ses réunions du 5 et du 15 octobre 2012 du 23 avril 2013, le conseil d'administration de ladite société a décidé:

(i) d'augmenter le capital social à concurrence de cinq mille euros (5.000,- EUR), pour porter le capital social ainsi de son montant actuel de six millions trois cent quatre-vingt mille euros (6.380.000,- EUR), à six millions trois cent quatre-vingt-cinq mille euros (6.385.000,- EUR) par la création et l'émission de cinquante mille (50.000) actions nouvelles d'une valeur nominale de dix Cents (0,10 EUR) chacune.

- Que la souscription et la libération intégrale des cinquante mille (50.000) actions nouvelles s'est faite, tel que détaillé dans les procès-verbaux du Conseil d'administration.

Libération

Les actions nouvelles ont été entièrement libérées en nature par conversion d'obligations convertibles émises le 5 et 15 octobre 2012, pour un montant total de deux cent mille euros (200.000,- EUR), dont cinq mille euros (5.000,- EUR) sont alloués au compte capital social et le solde de cent quatre-vingt-quinze mille euros (195.000,- EUR) sont alloués au compte prime de conversion des obligations en actions.

Rapport du réviseur

Ces apports ont fait, en application de l'article 26-1 de la loi sur les sociétés commerciales l'objet d'un rapport d'un réviseur d'entreprises agréé, savoir KPMG Luxembourg S.à r.l., cabinet de réviseur d'entreprises agréé, sous la signature de Alison Macleod, réviseur d'entreprises, lequel a conclu ce qui suit:

«Based on the work performed, nothing has come to our attention that causes us to believe that the valued of the Bonds does not correspond at least to the nominal value of the shares which would be issued if the Bonds were to be converted into share at the date of issuance of the Bonds.»

5. En conséquence de ces augmentations de capital, le premier alinéa de l'article 5 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 5. (premier alinéa).** Le capital souscrit de la société est fixé à six millions trois cent quatre-vingt-cinq mille euros (6.385.000,- EUR), représenté par soixante-trois millions huit cent cinquante mille (63.850.000) actions d'une valeur nominale de dix Cents (0,10EUR) chacune."

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à 1.550,- EUR.

Constatation

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais et le français, constate par les présentes qu'à la requête du comparant, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Eyal GRUMBERG, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 07 mai 2013. Relation GRE/2013/1880. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Junglinster, le 22 mai 2013.

Référence de publication: 2013065397/124.

(130080816) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 mai 2013.

ABS-Invest, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Sonderreglement, welches am 1. April 2013 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 12. April 2013.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2013047594/10.

(130057935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

ABS-Invest, Fonds Commun de Placement.

Das geänderte Verwaltungsreglement, welches am 1. April 2013 in Kraft trat, wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 12. April 2013.

Union Investment Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2013047595/10.

(130057936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2013.

Walton Fund (Luxembourg) FCP SIF, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Le règlement de gestion concernant le fonds commun de placement Walton Fund (Luxembourg) FCP SIF a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Walton (Luxembourg) Fund Management S.A.

Signature

Référence de publication: 2013065086/10.

(130079978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mai 2013.

Investment Vario Pool, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement, in Kraft getreten am 25. April 2013, für den Fonds Investment Vario Pool wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 27. Mai 2013.

Alceda Fund Management S.A.

Référence de publication: 2013066674/10.

(130082803) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mai 2013.

CASO Asset Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 148.258.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013067569/10.

(130083601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2013.
